



MIDTERM 2026 : VERS LA FIN DU MOUVEMENT MAGA ?

ELECTIONS DE MI-MANDAT : TRUMP VERS UN REBOND OU VERS LA FIN ?

Par Sean Scull, spécialiste des États-Unis au Millénaire

Augustin Bataille, analyste au Millénaire



AVANT-PROPOS

¹« You gotta win the midterms, 'cause if we don't win the midterms, it's just going to be, I mean, they'll find a reason to impeach me » (Donald Trump, 6 janvier 2026).

Comme l'illustrent les propos ci-dessus, le 47ème président américain est à tel point conscient de la dimension clivante de sa présidence qu'il avoue *risquer l'impeachment*, le terme qui désigne la procédure de mise en accusation d'un président prévue par la Constitution américaine (article I pour la procédure, article II, section 4, pour les motifs), si le Parti républicain perd les *midterms* (les élections de mi-mandat en français). Par ailleurs, cela ne serait pas la première fois, puisque Donald Trump est le premier président américain à avoir fait l'objet d'une procédure de destitution à deux reprises en 2019 pour abus de pouvoir et entrave au Congrès (dans l'affaire de l'appel téléphonique avec Volodymyr Zelensky), et en 2021 pour incitation à l'insurrection suite à l'attaque du Capitole par des militants MAGA le 6 janvier 2021². Il sera finalement acquitté dans les deux procédures de destitution, car les Démocrates n'ont jamais réussi à obtenir la majorité des deux tiers requise au Sénat pour le faire condamner.

Par conséquent, ces élections de mi-mandat vont être déterminantes pour la suite du deuxième mandat présidentiel de Donald Trump, qui prendra fin le 20 janvier 2029. Ces élections de *midterms* sont comparables aux élections législatives en France. Aux États-Unis d'Amérique, le Congrès constitue le pouvoir législatif et il est à ce jour composé de 435 membres de la Chambre des représentants (218 républicains, 214 démocrates, 1 indépendant et 2 sièges vacants)³ ainsi que de 100 sénateurs (53 républicains, 45 démocrates

¹ *Trump says Democrats « will find a reason to impeach me » if GOP loses midterms.* (2026, 6 janvier). [Vidéo]. NBC News. <https://www.nbcnews.com/politics/2026-election/trump-predicts-impeachment-if-republicans-lose-2026-midterms-rcna252604>

² Constitution.congress.gov. (2026). ArtII.S4.4.9 President Donald Trump and Impeachable Offenses. https://constitution.congress.gov/browse/essay/artII-S4-4-9/ALDE_00000035/

³ *Party Breakdown / House Press Gallery.* (2026). House Press Gallery. <https://pressgallery.house.gov/member-data/party-breakdown>

et 2 indépendants)⁴. Son rôle est d'exercer un contre-pouvoir face à l'exécutif (le président et le vice-président). Un changement dans la composition du Congrès, qui actuellement est à majorité républicaine, peut entraîner un basculement des rapports de force *entre les pouvoirs, c'est ce qu'on appelle un divided government (gouvernement divisé)*. Concrètement, dans l'hypothèse d'une majorité démocrate au Congrès, les démocrates pourront bloquer l'agenda législatif ou initier des batailles budgétaires et donc compromettre le projet politique MAGA de Donald Trump. Précisons également que lors de ces élections de mi-mandat, 36 sièges de gouverneurs sont mis en jeu à travers le pays. Bien qu'il s'agisse d'élections locales qui auront une plus grande influence au niveau étatique que fédéral, le gouverneur reste une personnalité clé de la politique américaine dans la mesure où ce dernier incarne un vrai pouvoir exécutif au niveau local (qui varie en fonction de la Constitution des États mais globalement les gouverneurs supervisent les organismes locaux). Le gouverneur de l'Illinois Jay Robert Pritzker avait, par exemple, tenu tête à Donald Trump en octobre 2025 lorsque l'Illinois a saisi la justice fédérale pour bloquer le déploiement de la Garde nationale à Chicago⁵.

Les élections de mi-mandat, historiquement difficiles pour le parti au pouvoir. À ce jour, Trump n'a pas toutes les chances de son côté, la guerre en Iran s'éternise, fracturant sa base électorale et pesant sur le moral des Américains. En effet, les voyants sont dans le rouge. En août 2026, les opinions favorables de Donald Trump sont à 37% selon le *New York Times*⁶ et dans un sondage Reuters/Ipsos du même mois, pour la première fois en dix ans, les électeurs préfèrent les démocrates aux républicains sur le thème de l'économie : 37 % ont estimé que le Parti démocrate avait une meilleure

⁴ U.S. Senate : Party division. (2025). <https://www.senate.gov/history/partydiv.htm>

⁵ AP. (2025). Judge blocks National Guard deployment in Illinois for 2 weeks. MPRnews. <https://www.mprnews.org/story/2025/10/09/judge-blocks-national-guard-deployment-in-illinois-for-2-weeks>

⁶ New York Times. (2026). President Trump's Approval Rating: Latest Polls. <https://www.nytimes.com/interactive/polls/donald-trump-approval-rating-polls.html>

approche de l'économie américaine, contre 36 % pour le Parti républicain⁷.

⁸Le modèle prévisionnel du Millénaire donne ainsi aux démocrates, au 20 octobre 2026, 72,8 % de chances de remporter la majorité à la Chambre des représentants, mais seulement 30,2 % au Sénat.

L'objectif de ce rapport est de décrypter la dynamique des élections de mi-mandat pour comprendre les forces et les faiblesses des deux partis. Dans une première partie, nous aborderons le bilan des deux premières années du deuxième mandat de Donald Trump. Dans une deuxième partie, nous aborderons l'histoire des élections de mi-mandat. Dans une troisième partie, nous décrypterons les forces en présence et les dynamiques au sein des partis démocrate et républicain dans le contexte des élections de mi-mandat de 2026.

⁷ Lange, J. (2026). Voters prefer Democrats over Republicans on economy for first time in a decade, Reuters/Ipsos poll finds. Reuters. <https://www.reuters.com/world/us/democrats-lead-republicans-economy-trump-approval-falls-reutersipsos-poll-finds-2026-08-03/>

⁸ Predictions for the Senate - 2026 Midterms - Updated Daily — Race to the WH. (2026). Race To The WH. <https://www.racetothewh.com/senate/26>

AVANT-PROPOS	2
<i>Le bilan des deux premières années du second mandat de Donald Trump</i>	<i>6</i>
A) La promesse du retour du Golden Age of America	6
Sur le plan de la politique intérieure	7
Sur le plan de la politique extérieure.....	11
C) Des Américains perplexes face à un bilan jugé comme mitigé.....	20
Les voyants sont dans le rouge pour le Parti républicain	20
Les promesses non tenues qui fracturent la coalition qui avait porté Trump au pouvoir en 2024	26
La désillusion et la fracture du camp MAGA	36
L'enjeu pour ces midterms, sera de réussir à rassembler un électorat américain fracturé	39
<i>Comprendre le scrutin de novembre</i>	<i>44</i>
A) Les midterms : l'épine dans le pied du parti présidentiel	44
B) Le gerrymandering ou le symptôme d'une démocratie charcutée	50
C) Une nation inquiète	60
<i>III) Elections et forces en présence</i>	<i>68</i>
A) Les Etats clés	68
B) La stratégie au sein du parti républicain pour remporter les élections de mi-mandat 2026.....	74
C) Les démocrates en ordre de bataille.....	78
CONCLUSION.....	87

LE BILAN DES DEUX PREMIERES ANNEES DU SECOND MANDAT DE DONALD TRUMP

A) LA PROMESSE DU RETOUR DU GOLDEN AGE OF AMERICA

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche devait marquer l'apothéose de sa seconde révolution conservatrice MAGA. Son ambition était de reprendre ses chantiers politiques là où il les avait laissés après son premier mandat de 2017 à 2021. Ce dernier avait été marqué par une certaine impréparation, notamment liée au fait que Donald Trump était un novice en politique, ainsi que par une hostilité interne de la part d'élus républicains qui n'étaient pas dévoués corps et âme à la ligne MAGA. C'était le mouvement des « *never Trump* ». Il regroupait une coalition de républicains traditionnels, de néoconservateurs et d'intellectuels de droite qui considéraient Donald Trump comme une menace pour les valeurs conservatrices, la démocratie et la politique étrangère des États-Unis d'Amérique. Parmi les « *never trumpers* », nous pouvons citer Liz Cheney (fille de l'ancien vice-président Dick Cheney), la famille Bush (ni George W. Bush ni son père George H.W. Bush n'ont soutenu Donald Trump en 2016), Mitt Romney (candidat républicain en 2012 et sénateur de l'Utah de 2019 à 2025) et John McCain (sénateur de l'Arizona et ancien candidat à la présidence en 2008).

Or, en 2024, Trump domine politiquement le Parti républicain, au point que des *never trumpers* retournés sont aujourd'hui des figures de premier plan du mouvement MAGA comme son vice-président JD Vance (il avait comparé Trump à Hitler en 2016) ou Marco Rubio (Trump et Rubio s'étaient affrontés

dans la primaire républicaine de 2016)⁹. Puis, il domine la politique américaine dans la mesure où le Parti républicain remporte un *trifecta* en 2024, c'est-à-dire le contrôle de la Maison-Blanche, du Sénat et de la Chambre des représentants, à laquelle s'ajoute la Cour suprême qui était déjà à majorité conservatrice. Face à ce boulevard politique, Trump peut dérouler son programme qui a été soigneusement préparé avec le think tank conservateur *The Heritage Foundation* dans le cadre du Project 2025, que nous avons d'ailleurs abordé en détail dans le rapport du Millénaire « [Le Monde selon Trump](#) ». Surtout que la nature du deuxième mandat est différente du premier dans la mesure où c'est maintenant que se joue son héritage politique, comme l'illustrent les propos rapportés par Maggie Haberman et Jonathan Swan dans l'ouvrage *Regime Change : Inside the Imperial Presidency of Donald Trump* :

« This time is about legacy. We're going to do big things. Even people who don't like me will ¹⁰like it » (Donald Trump).

Ainsi, l'objectif des paragraphes suivants est de brièvement rappeler quelles étaient ces grandes promesses dont la finalité devait être le retour du *Golden Age of America*. Nous les avons, par ailleurs, déjà abordées dans le rapport du Millénaire [Le retour de Donald Trump : vers une révolution 2.0](#).

Sur le plan de la politique intérieure

Sur l'économie, Donald Trump promettait de mener une politique typiquement *America First* avec le retour de l'État stratège qui mêle intervention dans l'économie lorsque les intérêts américains sont en jeu et dérégulation pour favoriser l'innovation et les échanges commerciaux. Les ambitions économiques de Donald Trump, pour son second mandat, se concentraient sur plusieurs domaines clés. Réduire les réglementations, en

⁹ Berenson, T. Abramson, A. (2020). *Revenge of the Never Trumpers: Meet the Republican Dissidents Fighting to Push Donald Trump Out of Office*. Time. <https://time.com/5870475/never-trumpers-2020-election/>

¹⁰ Haberman, M. Swan, J. (2026). *Regime Change : Inside the Imperial Presidency of Donald Trump*. Simon & Schuster. P. 10

particulier dans le secteur de l'énergie, afin de stimuler la production nationale et de parvenir à l'indépendance énergétique (mettre fin aux restrictions sur l'extraction de pétrole, de gaz naturel et de charbon). Du côté des énergies renouvelables, Trump promettait de réduire les investissements et les réglementations en faveur de l'environnement car, selon lui, il s'agit d'un frein à la compétitivité des États-Unis d'Amérique. Il prévoyait également de mettre en œuvre de vastes réductions d'impôts pour la classe moyenne, la classe supérieure et les entreprises. Dans l'Agenda47, le mouvement MAGA promettait de rendre permanentes les dispositions de la loi de 2017 sur les réductions d'impôts et l'emploi (Tax Cuts and Jobs Act), adoptée lors de son premier mandat, dont une grande partie expirait fin 2025. Pour ce deuxième mandat, Trump suggérait que les entreprises qui fabriquent des produits aux États-Unis d'Amérique puissent bénéficier d'un taux d'imposition réduit à 15 %. Puis, une nouveauté de 2024 est la proposition de supprimer les taxes sur les pourboires dans la restauration et l'hôtellerie. En outre, il répétait son intention d'imposer de nouveaux droits de douane sur les importations afin de protéger les industries américaines. Le président élu a déclaré qu'il imposerait des droits de douane généraux de 10 à 20 % sur l'ensemble des importations de marchandises aux États-Unis et, plus spécifiquement, des droits de douane de 60 % sur l'ensemble des marchandises chinoises, marquant ainsi sa volonté d'éliminer la dépendance étasunienne à l'égard de la Chine. Un autre élément clé pour Donald Trump était de favoriser les investissements étrangers sur le sol américain. Pour relancer l'économie américaine, il avait également promis d'importantes réductions budgétaires et une refonte des agences fédérales afin de rationaliser les opérations gouvernementales à travers le département DOGE. Toutes ces réformes économiques avaient pour objectif de rapidement baisser les prix et de rendre l'Amérique à nouveau abordable financièrement¹¹.

¹¹ Savage, C. Kanno – Youngs, Z. (2025). Trump Promised Radical Change in His Second Term. Here's What He's Done So Far.. New York Times. <https://www.nytimes.com/2025/12/27/us/politics/trump-second-term-promises-actions.html>

Sur le sujet de la santé, Trump proposait de réformer *l’Affordable Care Act* ou *l’Obamacare* en assouplissant la réglementation applicable aux assureurs et en ciblant des éléments spécifiques de la loi en vue de les abroger ou de les réformer¹². Il a également exprimé son intention de s’attaquer aux grandes entreprises pharmaceutiques, de réduire les prix des médicaments de l’assurance-maladie et de lutter contre les pénuries de médicaments en stimulant la production nationale. Mais aussi en liant les prix de certains médicaments à des coûts plus bas à l’étranger. En d’autres termes, il suggérerait de réguler le prix des médicaments et de ne pas laisser leur prix se réguler selon le marché.

Sur le sujet de l’immigration et de la sécurité, Donald Trump promettait de rester sur une ligne ferme, dans la continuité de son premier mandat. Le magnat de l’immobilier a également déclaré qu’il mettrait fin à la pratique du *catch and release*, qui consiste à relâcher les migrants sur le sol national en attendant leur audience devant le tribunal de l’immigration. Au contraire, il voulait favoriser la politique de *Remain in Mexico*, qui oblige les demandeurs d’asile à attendre au Mexique pendant que leur dossier est traité¹³. Dans l’Agenda47 Trump affirmait qu’il signerait un décret dès le « premier jour » pour mettre fin à la citoyenneté automatique pour les enfants des « étrangers illégaux ». Il proposait également de continuer la construction du mur à la frontière sud, de ramener des troupes des bases américaines à l’étranger pour les stationner le long de la frontière, de déployer la Navy pour créer un « Fentanyl Blockade » et de mettre tous les moyens nécessaires pour stopper l’entrée illégale d’immigrés. Donald Trump entendait également mettre en place la plus grande déportation d’immigrés dans l’histoire du pays. De surcroît, Trump entendait réformer le droit du sol. C’est-à-dire mettre fin à la citoyenneté de naissance, ce qui signifie que les enfants nés sur le sol américain d’immigrés clandestins ne seraient plus automatiquement des citoyens. L’ambition affichée était celle de privilégier l’immigration sur la base du mérite.

¹² Payne, D. (2024). The Trump agenda: Here’s what to expect from his second term. Politico.

¹³ Payne, D. (2024). The Trump agenda: Here’s what to expect from his second term. Politico.

Sur le plan sociétal, Trump promettait de réarmer moralement la société américaine autour de valeurs conservatrices en menant une croisade contre l'idéologie woke. En effet, les républicains pensent qu'il est nécessaire de réarmer moralement une société américaine jugée décadente par son consumérisme, son gauchisme et désormais son wokisme qui agrège toutes les idéologies anti-américaines et déconstructrices cherchant à culpabiliser les Américains d'être ce qu'ils sont. Pour arriver à leurs fins, les républicains proposaient dans l'Agenda47 de purger les éléments woke des institutions fédérales et plus particulièrement de l'armée. Dans le domaine de l'éducation, les propositions de Trump pour endiguer l'influence de l'idéologie woke portaient sur le financement des institutions scolaires. En effet, il proposait de couper les subventions fédérales pour les écoles enseignant la théorie du genre ou la théorie critique de la race. Des mentions sur la facilitation de l'école à domicile étaient aussi présentes. Trump mettait également l'accent sur le retour à une « éducation patriotique » qui, selon lui, préparerait mieux les élèves à la citoyenneté. Mesure inédite, Donald Trump proposait de tout simplement supprimer le ministère de l'Éducation pour en faire une responsabilité qui serait gérée par les États et non l'État fédéral.

Trump promettait aussi une réforme visant à modifier en profondeur les règles d'accès au scrutin aux États-Unis en durcissant l'accès au vote sous couvert de lutter contre la fraude. Ses principales mesures incluaient l'obligation de prouver sa citoyenneté (via un passeport ou un acte de naissance) pour s'inscrire, la généralisation d'un contrôle d'identité avec photo sur place aux urnes, la limitation drastique du vote par correspondance, la limitation du processus électoral à une seule journée et le retour aux bulletins papier.

Dans un souci de transparence, Trump avait également promis de rendre publics des documents classifiés dans le dossier portant sur l'assassinat du 35e président américain John F. Kennedy ainsi que les dossiers relatifs à l'affaire Epstein. Selon une même logique de lutte contre l'État profond, Donald Trump promettait de gracier les manifestants du 6 janvier 2021 qui

s'étaient retrouvés condamnés et mis en prison pour avoir attaqué le Capitole à Washington DC. Puis, à son tour, il ambitionnait de poursuivre ses ennemis politiques qui l'avaient persécuté sous le mandat de Joe Biden ¹⁴ de 2021 à 2025. Il avait notamment affirmé lors de la CPAC, dans le Maryland, le 4 mars 2023 : ¹⁵« *I am your warrior, I am your justice. And for those who have been wronged and betrayed, I am your retribution.* » Pour mener à bien ce projet, Trump comptait s'appuyer sur le département de la Justice et sur le déploiement des troupes militaires sur le sol américain pour traquer les migrants en situation irrégulière, lutter contre la criminalité dans les villes dirigées par les démocrates et réprimer les manifestations qu'il qualifiait d'émeutes¹⁶.

Sur le plan de la politique extérieure

Donald Trump promettait de mener une diplomatie agressive. La ligne directrice, dans les affaires internationales, sera une politique America First, en d'autres termes, une politique visant à défendre les intérêts du peuple américain avant tout. Nous parlons volontairement ici de la politique de l'Amérique d'abord et non d'isolationnisme, dans la mesure où la ligne Trump n'est pas d'isoler les États-Unis des affaires mondiales tel un hérisson se refermant sur lui-même. Au contraire, Donald Trump voulait mener une politique internationale interventionniste mais pragmatique ou réaliste et uniquement dans le souci des intérêts du peuple américain. Dans l'Agenda47 il est affirmé noir sur blanc que Donald Trump ambitionnait de rétablir l'équilibre mondial avec une politique étrangère du « peace through strength ». Pour mener à bien cette politique, il proposait de moderniser

¹⁴ Esomonu, E., Lodhi, H., & Woodward, C. (2025). Tracking Trump's presidential promises. AP News. <https://apnews.com/projects/trump-campaign-promise-tracker/>

¹⁵ Downen, R. (2023, 26 mars). Trump vows retribution at Waco rally : "I am your warrior, I am your justice". The Texas Tribune. <https://www.texastribune.org/2023/03/25/donald-trump-waco-rally-retribution-justice/>

¹⁶ Savage, C. Kanno – Youngs, Z. (2025). Trump Promised Radical Change in His Second Term. Here's What He's Done So Far.. New York Times. <https://www.nytimes.com/2025/12/27/us/politics/trump-second-term-promises-actions.html>

l'armée en investissant dans la recherche technologique de pointe, de renforcer les alliances tout en s'assurant que les alliés des États-Unis d'Amérique contribuent à leur propre défense. Donald Trump soulignait l'importance d'investir et de relancer l'industrie de la défense américaine en favorisant l'achat d'équipement sécuritaire et de défense américain. L'actuelle diplomatie agressive de Donald Trump s'explique par ce souci de sécuriser les intérêts stratégiques américains et d'endiguer le déclin du pays.

De plus, il soulignait vouloir prolonger le pivot vers l'Asie en réduisant la présence américaine en Europe. En effet, Trump ne veut pas réduire l'influence américaine en Europe, mais uniquement la sous-traiter en poussant les États européens à davantage contribuer au budget de l'OTAN. Mais aussi en mettant fin au conflit en Ukraine et au Moyen-Orient pour se concentrer sur la menace chinoise. Il affirmait pouvoir mettre fin à la guerre en Ukraine en 24 heures.

Un autre pilier de la vision stratégique de Trump est celle de la construction du *Golden Dome*, le nom donné au futur programme de défense antimissile de 175 milliards de dollars qui placerait pour la première fois des armes américaines dans l'espace d'ici janvier 2029. Il est aussi prévu que ce dispositif intègre des capacités terrestres et spatiales capables de détecter et d'intercepter des missiles à différents stades de l'attaque pour protéger les États-Unis d'Amérique.

B) LES PROMESSES TENUES LORS DE CE SECOND MANDAT DE DONALD TRUMP

Comme nous l'abordions à l'instant, Donald Trump promettait le retour du *Golden Age of America*, mais qu'en est-il vraiment 2 ans après son retour au pouvoir ? Selon le Center for Progressive Reform et Governing for Impact, 53 % des mesures proposées dans le Project 2025 de la Heritage Foundation ont été lancées ou mises en œuvre 12 mois après l'investiture du président. Sans toutes les citer en détail (il s'agit de 283 mesures sur 532) nous avons regroupé les principales mesures par thèmes de campagne :

Dans la lutte contre l'Etat profond, Trump a repris la main sur les allocations des budgets fédéraux. Plus précisément, il a, par décret présidentiel, imposé que les responsables politiques signent personnellement les répartitions de crédits, et non les fonctionnaires de carrière (non élus). Les organismes doivent directement s'adresser à l'*Office of Management and Budget* (Bureau de la gestion et du budget) pour obtenir l'allocation de leurs fonds. Ce dernier est dirigé par Russell Vought, l'un des principaux architectes du Project 2025.

Par décret présidentiel (Executive Order 14215 du 18 février 2025), Trump a renforcé le pouvoir exécutif sur les agences indépendantes en les contraignant à passer par le filtre de l'OIRA (*Office of Information and Regulatory Affairs*). Il s'agit d'un bureau rattaché directement à la Maison-Blanche. Il sert de « gardien » de la réglementation dans la mesure où son rôle est de vérifier si un projet est conforme aux priorités politiques du président et si l'analyse économique est solide. L'objectif de Trump est de s'assurer qu'aucune autorité fédérale (même indépendante comme la *Federal Communications Commission*) ne puisse adopter des règles contraires à l'agenda politique ou économique du président.

Donald Trump a renforcé le pouvoir du *Office of Science and Technology Policy* (*Executive Order on Restoring Gold Standard Science*) (le Bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison-Blanche) au motif que la science ferait l'objet de manipulations au sein des agences pour servir des agendas politiques et institutionnels distincts. Son objectif est d'éviter que la vérité scientifique soit faussée pour servir des intérêts particuliers.

Le 47^{ème} président américain a aussi veillé à ce que les programmes de subventions financent les priorités du président en matière de lutte contre la drogue, et non des organisations à but non lucratif « woke » aux agendas politiques de gauche. L'administration y parviendra en s'assurant que l'*Office of National Drug Control Policy* est dirigé par des responsables

nommés pour des raisons politiques, déterminés à faire avancer le programme du président¹⁷.

Donald Trump a également tenu sa promesse de publier les dossiers en lien avec l'assassinat du président John F. Kennedy (*Executive Order 14176*)¹⁸.

Au regard de la promesse de gracier les émeutiers du 6 janvier, le 20 janvier 2025, lors de son premier jour de retour à la Maison-Blanche pour son second mandat, il a accordé une clémence générale à près de 1 500 personnes¹⁹.

La lutte contre les politiques environnementales et les mesures pour libérer l'énergie américaine. À travers le décret 14154, Trump a supprimé le groupe de travail effectuant des recherches sur le coût social du carbone. Ensuite, le décret 14154 a ordonné à l'Etat fédéral de cesser toute subvention aux groupes de défense d'intérêts pour examiner quels investissements fédéraux potentiels se traduiront par des améliorations environnementales concrètes. De plus, il a autorisé la vente de concessions pétrolières et gazières en mer permise par le programme de concessions 2023–2028. Trump a aussi ordonné l'ouverture à la concession et à l'exploitation de la Réserve nationale de pétrole de l'Alaska²⁰. Puis, le 47^{ème} président américain a ordonné que les subventions et les financements soient accordés aux organismes de réglementation des États et non à des organisations à but non lucratif. Il a également supprimé les programmes de financement de

¹⁷ Center for Progressive Reform. (2026). <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1n0xtOFS-7vRfUU-sr4ZNURrSNJO-fNIG/edit?gid=1225888214#gid=1225888214>

¹⁸ *JFK assassination records - 2025 documents release*. (2026). National Archives. <https://www.archives.gov/research/jfk/release-2025>

¹⁹ House, W. (2025). Granting pardons and commutation of sentences for certain offenses relating to the events at or near the United States Capitol on January 6, 2021. The White House. <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/01/granting-pardons-and-commutation-of-sentences-for-certain-offenses-relating-to-the-events-at-or-near-the-united-states-capitol-on-january-6-2021/>

²⁰ Center for Progressive Reform. (2026). <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1n0xtOFS-7vRfUU-sr4ZNURrSNJO-fNIG/edit?gid=97220946#gid=97220946>

plusieurs agences qui œuvraient en faveur de la transition énergétique, tels que *l'Office of Clean Energy Demonstrations*, *l'Office of State and Community Energy Programs* et *l'Office of Environmental Justice and External Civil Rights*²¹.

Pour la deuxième fois, Donald Trump a retiré les Etats-Unis d'Amérique de l'accord de Paris sur le climat et cela dès le 20 janvier 2025²². La première, annoncée en juin 2017, a pris effet le 4 novembre 2020, mais le président Joe Biden a réintégré l'accord dès son premier jour de mandat en janvier 2021.

La fin du gaspillage d'argent public. Pour tenir cette promesse, Trump s'est attaqué à plusieurs leviers. D'abord celui des allocations en rétablissant et en renforçant les exigences de travail liées à l'admissibilité pour les programmes d'assistance alimentaire (*Supplemental Nutrition Assistance Program*)²³. Il a également réformé le système de santé *Medicaid*, le programme d'assurance maladie pour les Américains à faible revenu. L'administration Trump a restreint l'accès direct aux aides publiques par des obligations de travail et privatisé la couverture santé via un mécanisme de bons d'achat. Notamment en prévoyant une « option personnelle » permettant aux familles d'utiliser les fonds destinés au *Medicaid* pour souscrire une couverture en dehors du programme *Medicaid*.

Bien évidemment nous ne pouvons pas aborder le gaspillage de l'argent public sans mentionner le DOGE (*Department of Government Efficiency*), une entité consultative américaine éphémère créée par Donald Trump en janvier 2025 et dirigée par Elon Musk pour sabrer massivement dans les dépenses publiques et la bureaucratie fédérale. Son mandat devait prendre fin le 4 juillet 2026, mais l'entité avait déjà cessé de fonctionner en tant que

²¹ Center for Progressive Reform. (2026). <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1n0xtOFS-7vRfUU-sr4ZNURrSNJO-fNIG/edit?gid=257220411#gid=257220411>

²² House, W. (2025). *Putting America first in international environmental agreements*. The White House. <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/01/putting-america-first-in-international-environmental-agreements/>

²³ Center for Progressive Reform. (2026). <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1n0xtOFS-7vRfUU-sr4ZNURrSNJO-fNIG/edit?gid=989904427#gid=989904427>

telle dès novembre 2025. ²⁴Selon l'OMB, plus de 260 000 fonctionnaires fédéraux ont quitté l'administration en 2025 (licenciements, départs volontaires et retraites anticipées, qui ne sont pas tous imputables au DOGE) et, alors qu'Elon Musk ambitionnait de couper 2 000 milliards de dollars, le site internet du DOGE a revendiqué environ 215 milliards de dollars d'économies. Précisons que c'est un chiffre qui est contesté par la société civile américaine.

La lutte contre le wokisme est un des piliers de ce deuxième mandat.

Donald Trump a cherché à restructurer la politique sociale et familiale en remplaçant le modèle progressiste par une vision conservatrice axée sur la famille nucléaire traditionnelle. Il a fait remplacer les politiques axées sur l'équité pour les personnes LGBTQ+, la subvention de la monoparentalité (chez les mères), décourageant le travail et pénalisant le mariage. De plus, la loi budgétaire du 4 juillet 2025 (One Big Beautiful Bill Act) a interdit pendant un an le versement de fonds Medicaid à Planned Parenthood et aux organismes à but non lucratif pratiquant l'avortement ayant reçu plus de 800 000 dollars de Medicaid en 2023. Puis, Trump a ordonné à l'*Office of the Assistant Secretary for Health*, l'organisme fédéral américain qui supervise les grands programmes nationaux de santé publique et formule les recommandations médicales officielles du gouvernement, de retirer toutes les recommandations et tout soutien concernant les interventions médicales visant le sexe opposé ainsi que les « soins d'affirmation de genre ». Idem pour l'*Office for Civil Rights*, le bras armé du ministère de la Santé (HHS) chargé de faire respecter les lois sur les droits civiques: Trump leur a ordonné de retirer toutes les directives émises sous l'administration Biden concernant l'orientation sexuelle et l'identité de genre²⁵.

Sur le sujet de la promotion de la religion chrétienne, l'administration Trump favorise des politiques garantissant un respect rigoureux de

²⁴ *Trump promised to “drain the swamp.” The DOGE-led cuts hit more than that.* (2026). NBC News. <https://www.nbcnews.com/data-graphics/2025-doge-trump-administration-federal-job-cuts-total-rcna588589>

²⁵ Center for Progressive Reform. (2026). <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1n0xtOFS-7vRfUU-sr4ZNURrSNJO-fNIG/edit?gid=728790709#gid=728790709>

l'exercice de la liberté religieuse sur le lieu de travail, notamment au titre du premier amendement, du *Religious Freedom Restoration Act* de 1993 (RFRA), du titre VII et des lois fédérales protégeant la liberté de conscience. L'administration Trump favorise également l'idée selon laquelle les employeurs sont libres de gérer leurs entreprises conformément à leurs convictions religieuses et de soutenir la participation d'employés ainsi que d'employeurs religieux en tant que contractants fédéraux et dans le cadre des activités et des programmes fédéraux²⁶.

Au nom de la défense de la liberté d'expression, Trump a signé le 20 janvier 2025 le décret présidentiel 14149 (Restoring Freedom of Speech and Ending Federal Censorship), qui interdit à tout agent ou administration fédérale de se livrer à des activités liées à la lutte contre la propagation de la « désinformation » et de la « désinformation » de la part d'Américains n'ayant aucun lien avec une activité criminelle plausible.

La lutte contre l'immigration est un autre pilier du projet MAGA. Au sein de la division des droits civiques du Département de la Justice (DOJ), un organe du DOJ chargé de faire appliquer les lois protégeant les citoyens contre les discriminations, l'administration Trump a ordonné la mise en œuvre d'une application rigoureuse des lois sur l'immigration au sein de la section des droits des immigrants et des employés de la division des droits civiques, afin de garantir qu'aucun citoyen américain ne fasse l'objet de discrimination dans le domaine de l'emploi au profit d'un travailleur temporaire ou étranger²⁷.

De plus, ²⁸dans le cadre du One Big Beautiful Bill Act (2025) et du Secure America Act (2026), le Congrès a alloué environ 240 milliards de dollars pour

²⁶ Center for Progressive Reform. (2026). <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1n0xtOFS-7vRfUU-sr4ZNURrSNJO-fNIG/edit?gid=345539819#gid=345539819>

²⁷ Center for Progressive Reform. (2026). <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1n0xtOFS-7vRfUU-sr4ZNURrSNJO-fNIG/edit?gid=400623548#gid=400623548>

²⁸ Institute for Policy Studies. (2026). Trump Bill for Mass Deportations: \$268.9 Billion, and Counting. <https://ips-dc.org/trump-bill-for-mass-deportations-268-9-billion-and-counting/>

œuvrer à la détention et à l'expulsion d'immigrés. Les effectifs de l'agence d'immigration ICE (*Immigration and Customs Enforcement*) sont passés de 10 000 à 22 000 agents. Puis, à son retour au pouvoir, Trump a déclaré l'état d'urgence à la frontière et mobilisé la Garde nationale et l'armée pour gérer la protection de la frontière. L'administration a aussi supprimé le statut de protection temporaire pour les ressortissants de plusieurs pays (notamment la Syrie, Haïti, le Venezuela et la Somalie), les exposant ainsi à l'expulsion²⁹.

De surcroît, l'administration Trump a mis en œuvre le « Project Homecoming », une initiative du département de la Sécurité intérieure des États-Unis lancée en mai 2025. Elle encourage les immigrés en situation irrégulière à quitter volontairement le pays en proposant des vols aller simple gratuits et des incitations financières au départ (pouvant atteindre 2 600 dollars), le tout coordonné via l'application mobile « *CBP Home* », tout en brandissant la menace d'une application stricte de la loi à l'encontre de ceux qui choisiraient de rester³⁰.

Selon les chiffres officiels de l'administration, ces mesures de tolérance zéro ont entraîné un solde migratoire négatif aux États-Unis, une première depuis au moins cinquante ans. Plus de 2,5 millions d'immigrés clandestins³¹ auraient quitté le territoire américain depuis le retour au pouvoir de Donald Trump (selon le département de la Sécurité intérieure, fin 2025, départs dits volontaires compris).

Afin de relancer l'économie américaine, Donald Trump a promulgué, le 4 juillet 2025, le « One Big Beautiful Bill Act » (OBBBA), une loi budgétaire dont l'objectif majeur est la pérennisation des baisses d'impôts de 2017 et l'élimination de l'impôt sur les pourboires et les heures supplémentaires. Par

²⁹ White House. (2026). secure the border. <https://www.whitehouse.gov/priorities/border-immigration/>

³⁰ White House. (2025). Establishing project homecoming. <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/05/establishing-project-homecoming/>

³¹ Homeland Security. (2025). Thanks to President Trump and Secretary Noem, More than 2.5 Million Illegal Aliens Left the U.S. <https://www.dhs.gov/news/2025/12/10/thanks-president-trump-and-secretary-noem-more-25-million-illegal-aliens-left-us>

ailleurs, l'OBBBA finance des augmentations massives du budget de l'immigration et de la défense (une augmentation de 150 milliards de dollars, l'administration ayant ensuite demandé au Congrès 1 500 milliards de dollars pour la défense nationale pour l'année fiscale 2027) par des coupes budgétaires importantes dans Medicaid, l'aide alimentaire (comme nous l'avons mentionné plus haut avec le SNAP) et l'annulation des subventions non encore dépensées de l'*Inflation Reduction Act* pour l'énergie verte (signé par Joe Biden en 2022)³². Puis, sur le plan de la politique économique internationale, Donald Trump a, lors du « Liberation Day » (2 avril 2025), signé le décret présidentiel 14257, instaurant ainsi la plus vaste augmentation des droits de douane aux États-Unis depuis 1930. Cette hausse des droits de douane a bouleversé le commerce mondial avec une taxe douanière universelle de base de 10 %, des taxes douanières sectorielles de 25 % sur l'acier, l'aluminium et les voitures (portées à 50 % pour l'acier et l'aluminium en juin 2025). De plus, il a ciblé les droits de douane en fonction des pays, avec par exemple l'UE qui a négocié des droits de douane à 15 % et la Chine atteignant 145 % à son apogée (une première trêve fut conclue à Genève en mai 2025, puis une trêve d'un an à Busan le 30 octobre 2025, après que la Chine eut instauré des droits de douane de 125 % sur les produits américains et restreint ses exportations de terres rares).

Pour amener la paix par la force, l'administration Trump a ordonné de désigner les cartels de la drogue et les gangs criminels comme des terroristes pour mieux les combattre. Cette mesure historique a été formalisée dès le premier jour de son mandat, le 20 janvier 2025, par la signature du décret présidentiel 14157. Elle vise à donner à l'armée et à la justice américaines des pouvoirs accrus pour démanteler ces réseaux criminels assimilés à des menaces pour la sécurité nationale³³.

³² The one big beautiful bill – the White House. (2026). The White House. <https://www.whitehouse.gov/obbb/>

³³ Congress.gov. Designating Cartels and Other Criminal Organizations as Foreign Terrorists: Recent Developments. <https://www.congress.gov/crs-product/IN11205>

Puis, l'administration Trump a ordonné la capture du président vénézuélien Nicolás Maduro et de son épouse Cilia Flores le 3 janvier 2026 au cours d'une opération militaire baptisée « *Operation Absolute Resolve* ». ³⁴Ils ont ensuite été exfiltrés vers les États-Unis pour y être jugés, notamment pour complot de narcoterrorisme et complot en vue d'importer de la cocaïne.

De plus, l'accord de paix pour Gaza, initié par l'administration de Donald Trump, a été parrainé par les États-Unis et cosigné lors du sommet de Charm el-Cheikh le 13 octobre 2025. Cet accord historique, qui vise à stabiliser la bande de Gaza (mettre fin à la guerre entre Israël et le Hamas), a été officiellement validé par une déclaration conjointe (Trump Declaration for Enduring Peace and Prosperity) signée par les dirigeants des quatre puissances médiatrices : les États-Unis, l'Égypte, le Qatar et la Turquie. Une gouvernance de transition a ensuite été mise en place avec un organe international appelé le Conseil de Paix (*Board of Peace*), créé et présidé par Donald Trump en personne, pour superviser la reconstruction et la transition politique à Gaza.

Néanmoins, malgré un véritable effort de la part de l'administration MAGA d'œuvrer pour une seconde révolution conservatrice, une majorité d'Américains ne semblent pas convaincus du projet.

C) DES AMÉRICAINS PERPLEXES FACE À UN BILAN JUGE COMME MITIGÉ

Les voyants sont dans le rouge pour le Parti républicain

En France, nous connaissons tous l'adage sur la tendance des Français à seulement aborder les sujets négatifs : « On parle souvent des trains qui arrivent en retard, mais très peu de ceux qui arrivent à l'heure ». Or, celui-ci est un principe universel en politique et cela même outre-Atlantique, où les

³⁴ Savage, C. Kanno – Youngs, Z. (2025). Trump Promised Radical Change in His Second Term. Here's What He's Done So Far. New York Times. <https://www.nytimes.com/2025/12/27/us/politics/trump-second-term-promises-actions.html>

Américains sont pourtant connus pour leur optimisme... Durant une présidence, les bonnes nouvelles sont éphémères, tandis que les mauvaises s'amoncellent, et c'est le cas de Donald Trump en ce moment : les dérives de l'ICE, l'affaire Epstein, la guerre en Ukraine, la guerre en Iran, l'inflation, les droits de douane, etc. Toute cette accumulation de difficultés politiques donne l'illusion que Trump n'est plus le maître de la situation. Cela est d'autant plus problématique que les élections de mi-mandat sont traditionnellement un scrutin en réaction à l'action du président lors de ses deux premières années de mandat.

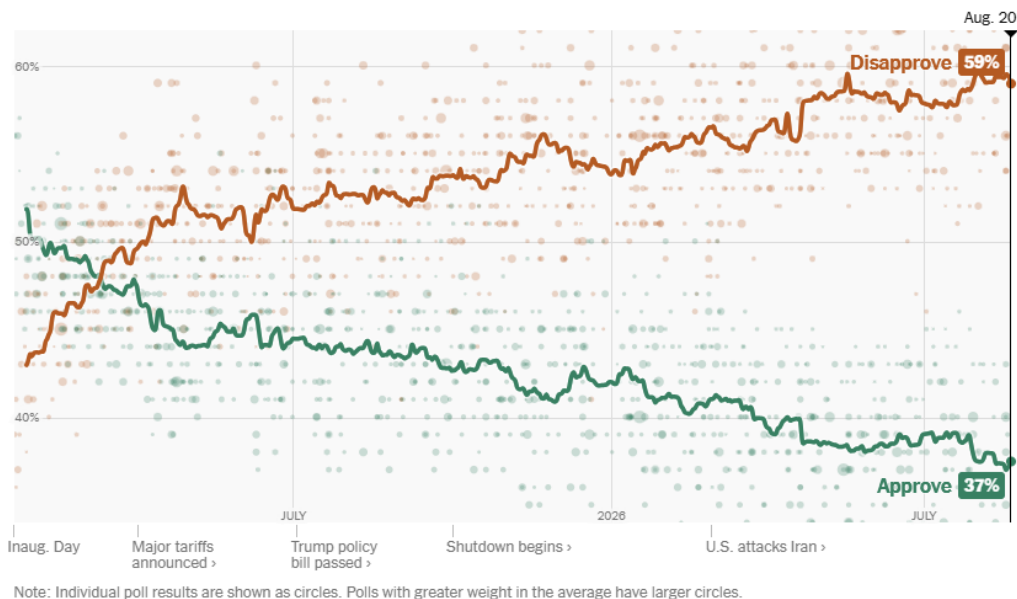
En cette fin d'été, les voyants sont dans le rouge pour Donald Trump et le Parti républicain. La cote de popularité de Donald Trump ³⁵est à 37 % au 20 août 2026 (elle n'a pas dépassé la barre des 40 % depuis avril 2026) selon le New York Times. À titre de comparaison, son taux d'approbation était de 41 % selon Gallup à la même période avant les *midterms* de 2018³⁶ (lors de cette élection, les républicains ont perdu la Chambre des représentants mais gagné des sièges au Sénat).

³⁵ Igielnik, R. (2026). President Trump's Approval Rating: Latest Polls. New York Times. <https://www.nytimes.com/interactive/polls/donald-trump-approval-rating-polls.html>

³⁶ Gallup, Inc. (2026). 203198 > table > Presidential Approval Ratings -- Donald Trump > Overall Averages. <https://news.gallup.com/poll/203234/americans-views-presidential-debates.aspx>

Presidential approval rating

This is a daily average of polls conducted by dozens of different organizations since Inauguration Day. See the latest polls.



Source : New York Times

Par ailleurs, comparons avec l'un de ses prédécesseurs, le président conservateur George W. Bush : en amont des élections de mi-mandat de 2006, ce dernier était aussi impopulaire. ³⁷Dans le dernier sondage Gallup avant le scrutin de 2006, son taux d'approbation s'élevait à 38 %. Résultat, les élections de mi-mandat de 2006 ont abouti à une victoire du Parti démocrate, qui a pris le contrôle des deux chambres du Congrès (Sénat et Chambre des représentants) ainsi que de la majorité des postes de gouverneur pour la première fois depuis 1994. Ce scrutin a été largement perçu comme un rejet de l'administration du président George W. Bush par l'opinion publique, motivé principalement par la lassitude des électeurs face à la guerre en Irak, qui avait été initiée trois ans plus tôt en 2003. Ainsi, la question qui se pose aujourd'hui est de savoir si la guerre en Iran fera subir à Donald Trump un scénario « Bush 2.0 ». Face au mécontentement de l'opinion publique américaine de l'enlèvement en Irak, lors des *midterms* de

³⁷ George W. Bush Public Approval | The American Presidency Project. (2026). <https://www.presidency.ucsb.edu/statistics/data/george-w-bush-public-approval>

2006, le Parti démocrate a réussi à prendre le contrôle du Sénat, de la Chambre des représentants ainsi que la majorité des postes de gouverneur.

De surcroît, pour la première fois en une décennie, un sondage Reuters/Ipsos rapporte que les électeurs préfèrent les démocrates (37 %) aux républicains (36 %) sur la capacité à gérer l'économie américaine³⁸. La perception des Américains au sujet de la gestion économique de Trump s'est dégradée en continu depuis son retour à la Maison-Blanche en janvier 2025. Le *Silver Bulletin* rapporte qu'au 19 août 33 % des Américains approuvent la politique économique de Donald Trump. Or, ils étaient 42 % au début de son mandat (avec un pic de 48 % en février 2025). Nous rappelons que l'économie est le thème de campagne sur lequel Trump est perçu comme crédible par rapport à ses concurrents.

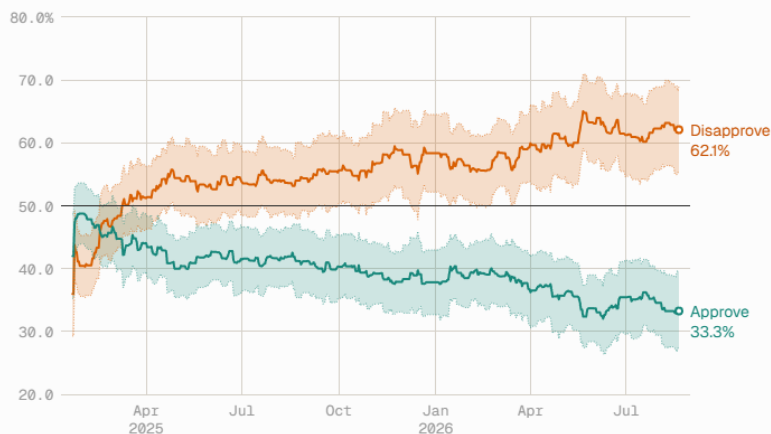
Silver

Par
en 2024,
gagné

Do Americans approve or disapprove of how Trump handles the economy?

An updating polling average of Donald Trump's approval rating and disapproval rating on the economy, accounting for each poll's quality, recency, sample size, and partisan lean. Use the buttons below to see the average for different issues

Immigration Economy Trade Inflation



Note: 90% of polls are projected to fall within the shaded regions.
Updated August 20, 2026 at 2:04 PM | Get the data | Download image

SILVER BULLETIN

Source :

Bulletin

ailleurs,
Trump a
l'élection

présidentielle en rassemblant une coalition historique composée de minorités ethniques, de jeunes et de la classe ouvrière. Selon le *Pew Research Center*, en 2024, chez les électeurs hispaniques, Trump a atteint

³⁸ Lange, J. (2026). Voters prefer Democrats over Republicans on economy for first time in a decade, Reuters/Ipsos poll finds. Reuters. <https://www.reuters.com/world/us/democrats-lead-republicans-economy-trump-approval-falls-reutersipsos-poll-finds-2026-08-03/>

une quasi-parité (51 % pour Harris, 48 % pour Trump) après avoir été battu par Joe Biden (61 % contre 36 %) en 2020. Auprès des Afro-Américains, Trump a remporté 15 % des suffrages des électeurs noirs, contre 8 % quatre ans plus tôt. Trump a également obtenu de meilleurs résultats auprès des électeurs asiatiques. Si une majorité d'entre eux (57 %) a soutenu Harris, 40 % ont opté pour Trump. L'écart était plus serré que celui enregistré par Biden en 2020 (70 % contre 30 %)³⁹.⁴⁰⁴¹ Puis, auprès des moins de 30 ans, Trump a recueilli 46 % des voix en 2024 selon AP VoteCast (contre seulement 36 % en 2020). Or, le *Yale Youth Poll* du printemps 2026 rapporte que 57 % de l'ensemble des électeurs désapprouvent l'action de Donald Trump en tant que président, dont 68 % des électeurs âgés de 18 à 22 ans et 72 % de ceux âgés de 23 à 29 ans. C'est surtout auprès des hommes de moins de 30 ans que Trump a le plus perdu de terrain⁴².

³⁹ Hartig, H., Keeter, S., Daniller, A., & Van Green, T. (2026). Behind Trump's 2024 Victory : Turnout, Voting Patterns and Demographics. Pew Research Center. <https://www.pewresearch.org/politics/2025/06/26/behind-trumps-2024-victory-a-more-racially-and-ethnically-diverse-voter-coalition/>

⁴⁰ The Youth Vote in 2024. (2024). CIRCLE. <https://circle.tufts.edu/2024-election#youth-vote-+4-for-harris,-major-differences-by-race-and-gender>

⁴¹ Election Week 2020 : Young People Increase Turnout, Lead Biden to Victory. (2020). CIRCLE. <https://circle.tufts.edu/latest-research/election-week-2020#vote-choice-by-age-and-by-race-and-ethnicity>

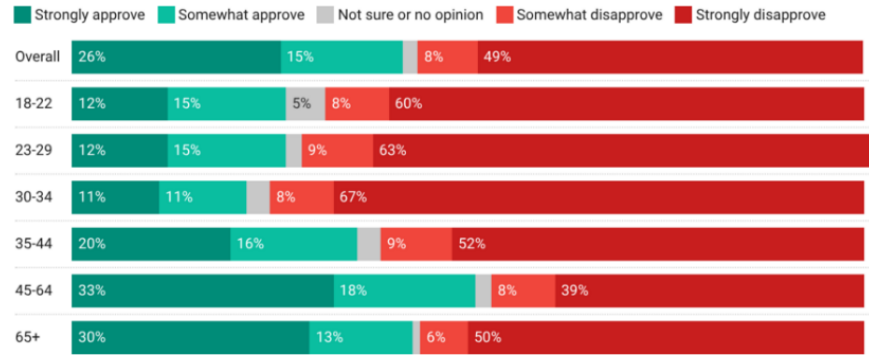
⁴² Spring 2026 results. (2026). Yale Youth Poll. <https://youthpoll.yale.edu/spring-2026-results>

Young Voters Massively Disapprove of Trump, Plan to Vote for Democrats in 2026

Most voters (57%) disapprove of President Donald Trump's job performance, compared to 41% who approve. Young voters overwhelmingly disapprove of the president's performance, with large majorities of voters aged 18-22 (68%), 23-29 (72%), and 30-34 (75%) expressing disapproval.

Young voters massively disapprove of Trump

How do you feel about the way that Donald Trump is handling his job as president?



National sample of N=3,429 RVs surveyed online from 3/9-3/23, 2026, with an oversample of RVs under 35 of N=2,008. Results weighted for age, sex, race, education, and party ID. Post-weighting 95% CI margin of error is ±1.4 percentage points for the full sample and ±2.0 percentage points for the youth sample (voters aged 18-34). The MOEs were ±5.0, ±3.4, ±3.4, ±5.6, ±3.9, and ±4.5 percentage points for voters aged 18-22, 23-29, 30-34, 35-44, 45-64, and 65+, respectively. Totals may not equal 100% due to rounding.

Chart: @YalePolling on X • Source: Yale Youth Poll spring 2026 survey • Created with Datawrapper

Source:
Yale
Youth
Poll

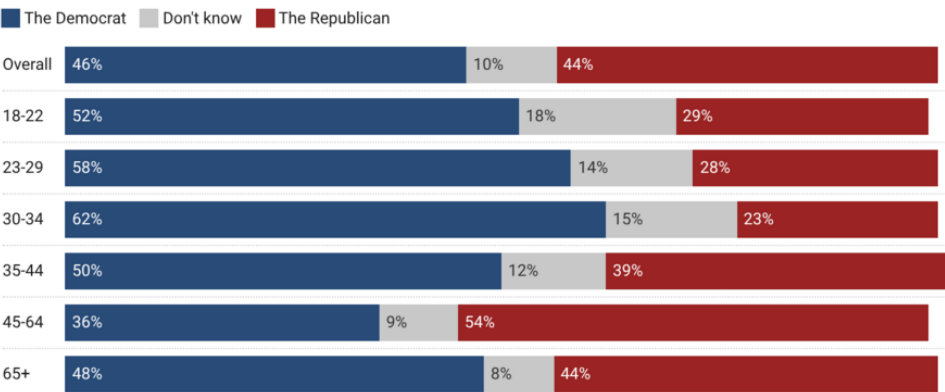
Yale
Youth
Poll

Le

rapporte également que dans les tranches d'âge des 18-22 ans et des 23-29 ans, seuls 29 % et 28 % affirment vouloir voter pour un candidat du Parti républicain si l'élection avait lieu aujourd'hui.

Democrats lead the generic ballot, especially among younger voters

If the election for U.S. Congress in your district were held today, which one of the following candidates would you vote for?



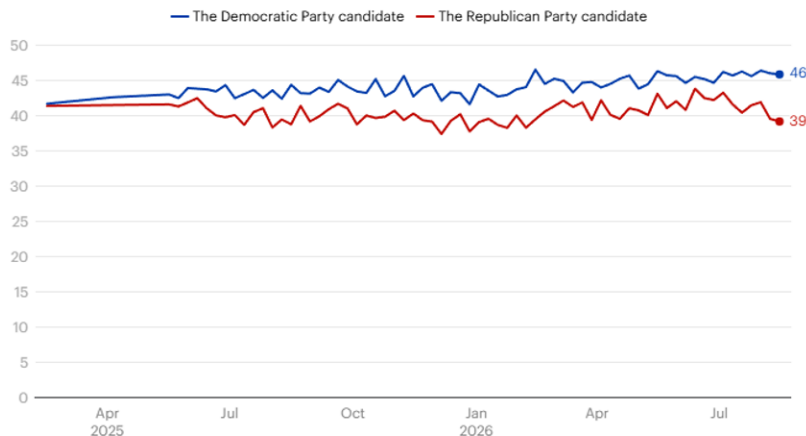
National sample of N=3,429 RVs surveyed online from 3/9-3/23, 2026, with an oversample of RVs under 35 of N=2,008. Results weighted for age, sex, race, education, and party ID. Post-weighting 95% CI margin of error is ±1.4 percentage points for the full sample and ±2.0 percentage points for the youth sample (voters aged 18-34). The MOEs were ±5.0, ±3.4, ±3.4, ±5.6, ±3.9, and ±4.5 percentage points for voters aged 18-22, 23-29, 30-34, 35-44, 45-64, and 65+, respectively. Totals may not equal 100% due to rounding.

Chart: @YalePolling on X • Source: Yale Youth Poll spring 2026 survey • Created with Datawrapper

Source:
Yale
Youth
Poll

How registered voters plan to vote for Congress in 2026

In the elections for U.S. Congress in November, who will you vote for in the district where you live? (% of registered voters)



Note: The displayed question has been used since the August 14 - 17, 2026 survey. Prior surveys asked, "If the elections for U.S. Congress were being held today, who would you vote for in the district where you live?" Responses of "other," "not sure," "I would not vote," and "I will not vote" are not shown.

YouGov

Chart: David H. Montgomery • The Economist / YouGov | February 16, 2025 - August 17, 2026 • [Get the data](#)

Source : YouGov

Cette baisse de popularité du président Trump et du Parti républicain se traduirait par une défaite aux élections de mi-mandat du 3 novembre 2026 (le forecast du Millénaire donne aux démocrates 72,8 % de chances de remporter la Chambre des représentants, mais seulement 30,2 % pour le Sénat).

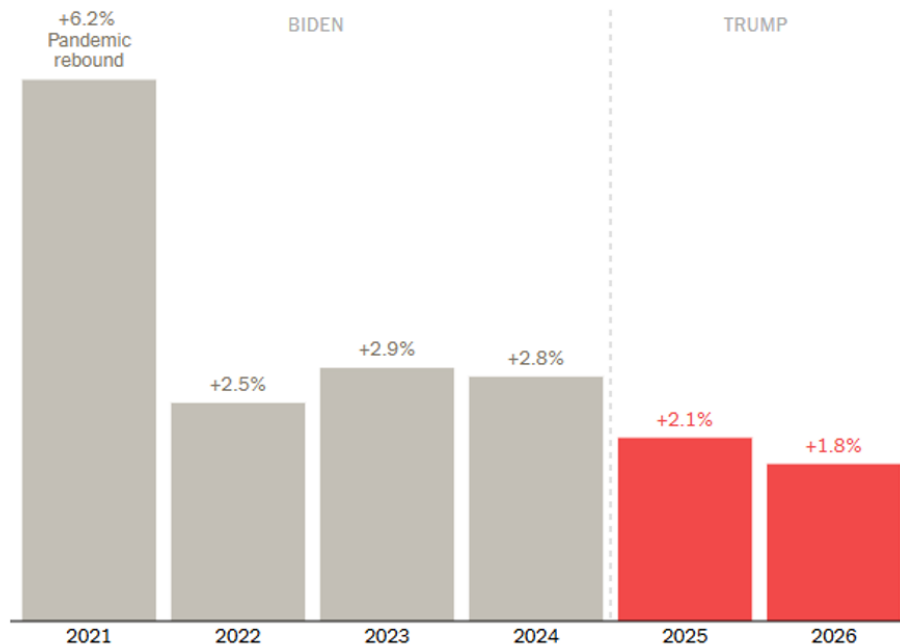
Les promesses non tenues qui fracturent la coalition qui avait porté Trump au pouvoir en 2024

Les sondages défavorables au Parti républicain en amont des midterms s'expliquent par une série de promesses de campagne rompues qui ont brisé la confiance entre Donald Trump et la coalition d'électeurs qui l'ont porté au pouvoir en 2024. Premièrement, nous pouvons citer la promesse de la croissance économique exceptionnelle qui ne semble pas se concrétiser, comme l'illustre le diagramme ci-dessous :

REALITY

The economy is slowing

Annual change in real gross domestic product



Note: Data for 2026 is through July 30. Source: Bureau of Economic Analysis, via FRED.

Source : The
New York
Times⁴³

En effet,
nous notons
un

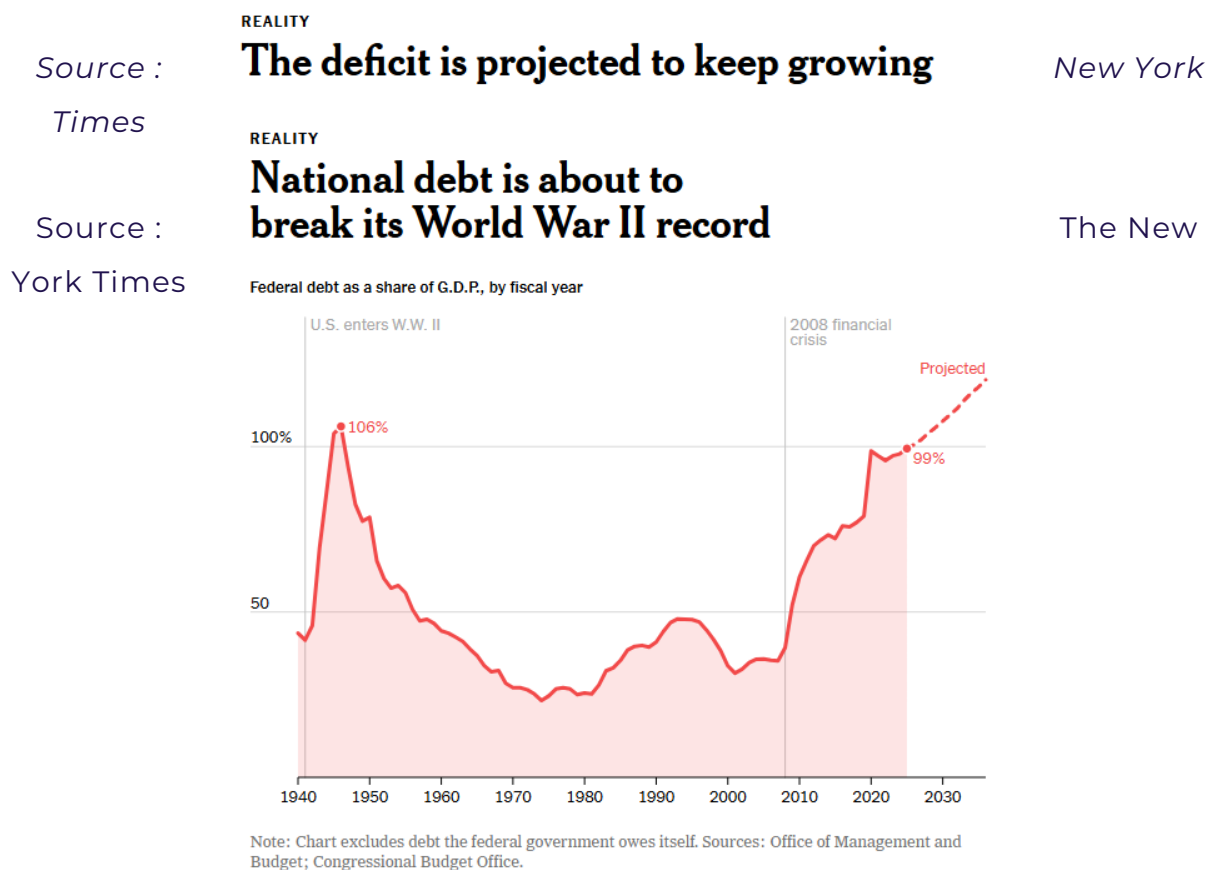
ralentissement de la croissance s'établissant à 1,8 % en rythme annualisé au premier semestre 2026, loin des promesses du *Golden Age of America*. Cette dernière a été freinée par l'incertitude liée à la politique du président Trump en matière de commerce international avec les nombreux droits de douane qui ont contraint les entreprises à revoir leurs chaînes d'approvisionnement. La hausse des dépenses fédérales et la guerre en Iran ont fait grimper les prix des matières premières (pétrole et gaz) et accru l'incertitude mondiale⁴⁴.

Deuxièmement, Donald Trump avait promis de réduire la dépense publique. On se souvient de la création du DOGE avec Elon Musk à sa tête lors du début

⁴³ Rattner, S. Maggiacimo, T. (2026). Trump's Broken Promises, in 11 Charts. The New York Times. <https://www.nytimes.com/interactive/2026/08/18/opinion/trump-economy-campaign-promises.html>

⁴⁴ Race, M. (2026, 30 juillet). US economic growth sees surprise slowdown in second quarter. <https://www.bbc.com/news/articles/cd0xvrmlx2eo>

de son second mandat. L'objectif était simple : honorer la promesse de campagne de réduire la bureaucratie et lutter contre le « gaspillage ». La coopération entre les deux hommes avait pris fin en juin 2025 face au refus de Trump de revoir les dépenses fédérales du *One Big Beautiful Bill*, que Musk accusait d'être trop élevées. On voit dans les deux diagrammes ci-dessous que le déficit risque de s'accroître dans les années à venir et que la dette américaine atteint des niveaux records comparables au niveau de dette lors de la Seconde Guerre mondiale. Les promesses de Trump de rétablir la discipline budgétaire et d'alléger le fardeau de la dette américaine ont été contrariées par les dépenses liées à la guerre contre l'Iran, les réductions d'impôts et les remboursements de droits de douane.



Troisièmement, Trump avait promis que les droits de douane allaient redonner à l'économie américaine sa puissance d'autrefois. Depuis 2016, il vante les taxes douanières comme un outil de protectionnisme industriel et un levier de négociation géopolitique qui favorise la puissance américaine. Toutefois, le 20 février 2026, la Cour suprême des États-Unis d'Amérique a

invalidé les droits de douane universels (base d'au moins 10 % sur la quasi-totalité des produits importés aux États-Unis). La Cour suprême a estimé que l'administration Trump détournait l'International Emergency Economic Powers Act de 1977. Selon la Cour, si cette loi permet de bloquer ou de réguler des importations en temps de crise, le texte ne mentionne nulle part le pouvoir de prélever des taxes ou des droits de douane en temps de paix, ce qui est le cas de Donald Trump. Ainsi, la Cour a jugé que le président avait outrepassé les pouvoirs que lui confère cette loi en imposant unilatéralement ces taxes. Précisons que la Cour suprême a tenu tête à Donald Trump dans d'autres tentatives de réformes, en refusant, le 14 septembre 2026, de laisser appliquer pour les midterms le dispositif de Trump visant à rendre le vote par correspondance plus difficile. En effet, ce dernier voulait entraver le vote par correspondance en chargeant la Poste américaine (USPS) de ne distribuer et d'acheminer les bulletins de vote par correspondance qu'aux électeurs figurant sur les listes approuvées de chaque État, établies à partir de données de citoyenneté compilées par le département de la Sécurité intérieure⁴⁵.

⁴⁵ Liptak, A. (2026). In Fits and Starts, the Supreme Court Stands Up to Trump. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2026/09/15/us/politics/supreme-court-trump-mail-ballots.html>

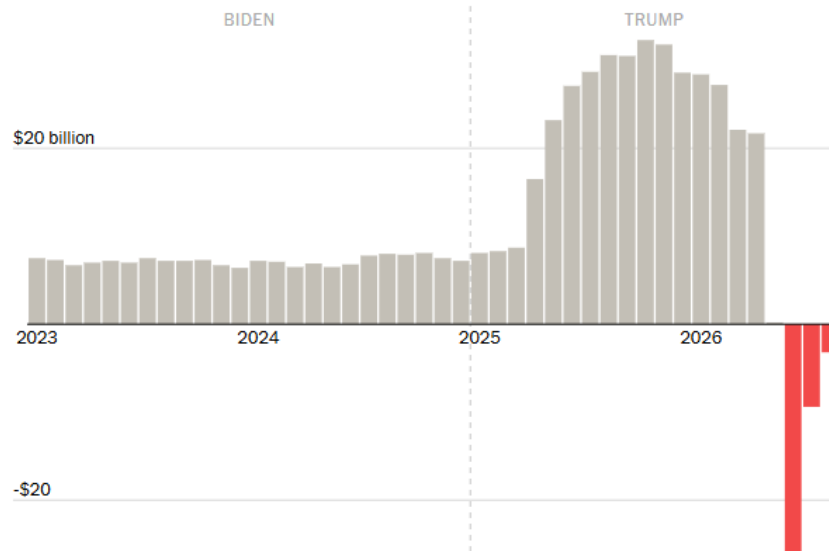
Source :
New
Times

REALITY

Tariff refunds are in full swing

The
York

Monthly net U.S. customs revenue



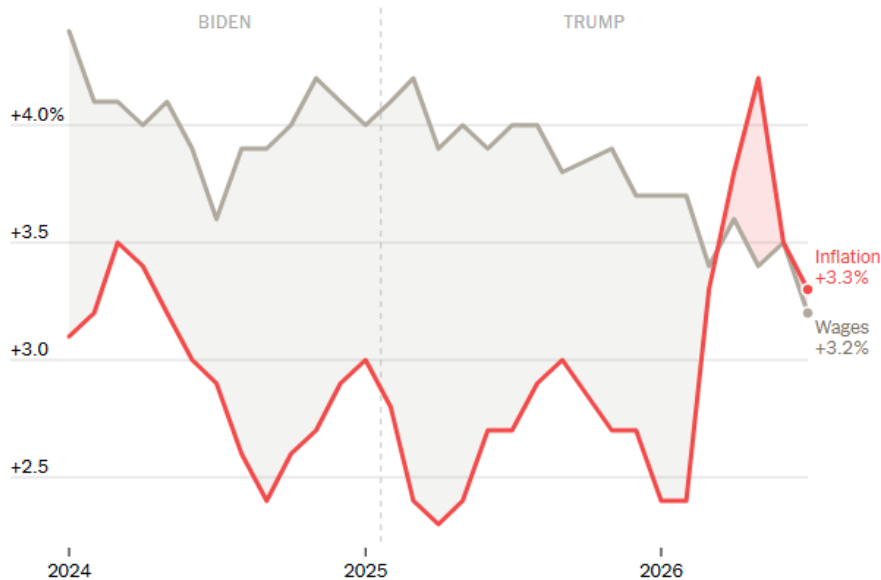
Note: Data as of Aug. 13, 2026. Source: U.S. Treasury.

Quatrièmement, Trump avait pendant la campagne longuement critiqué Joe Biden pour avoir été la source d'une inflation galopante, qu'il allait réduire s'il était élu. Cependant, comme l'illustre le graphique ci-dessous, sous le deuxième mandat de Donald Trump, l'augmentation de l'inflation a dépassé celle des salaires à partir de 2026.

REALITY

Inflation has caught up with paychecks

Percent change, year over year



Note: Data through July 2026. Source: Bureau of Labor Statistics.

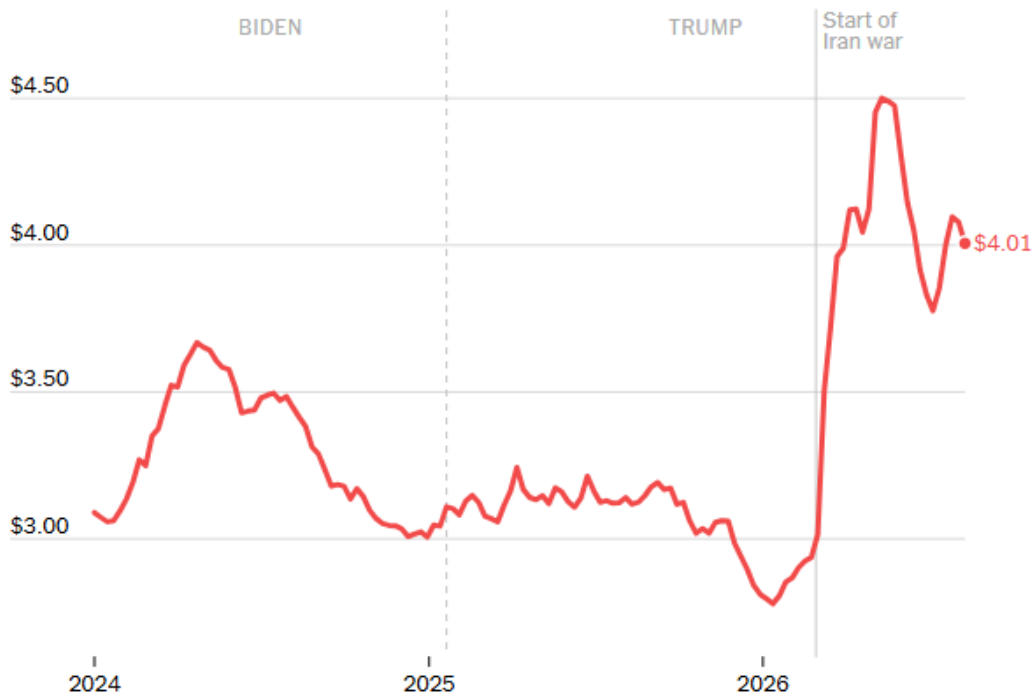
Source : The New York Times

Cinquièmement, Trump avait promis de faire baisser le prix de l'essence à moins de 2 dollars le gallon. Or, comme l'illustre le graphique ci-dessous, l'administration Trump a réussi à faire baisser le gallon sous la barre des 3 dollars pour ensuite faire monter le prix du gallon à plus de 4,5 dollars (4,56 dollars le 21 mai 2026) à la suite de l'attaque sur l'Iran avec l'opération *Epic Fury*.

REALITY

Gas is above \$4 a gallon

Average price of regular gasoline in the U.S.



Note: Data as of Aug. 10, 2026. Source: U.S. Energy Information Administration.

Source: The New York Times

Sixièmement, Donald Trump se distingue de ses prédécesseurs comme le seul président américain (avec Barack Obama en 2011 en Libye) à ne pas avoir été en mesure de rallier le peuple américain autour de la guerre en Iran. En mars 2026, 41 % des Américains soutenaient la guerre contre l'Iran. En comparaison, c'était 97 % d'entre eux qui étaient favorables à l'entrée en guerre lors de la Deuxième Guerre mondiale et 76 % lors de la guerre d'Irak de 2003⁴⁶.

⁴⁶ Biyce, L. Igielnik, R. (2026). Unlike Past U.S. Conflicts, Iran Attack Is Opposed by Most Americans. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2026/03/10/us/politics/polls-wars-us-support.html>

Unlike Past U.S. Conflicts, Iran Attack Is Opposed by Most Americans

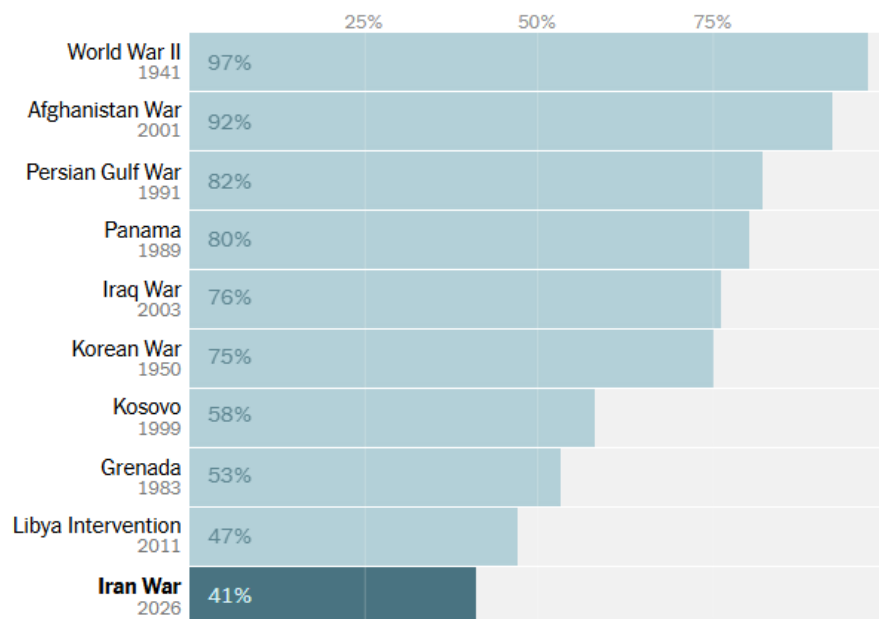
Listen · 4:25 min

Share full article



1.1K

Public support for U.S. military intervention in the first days of international conflicts



Note: There is no polling on public approval of the Vietnam War at the start of the conflict.

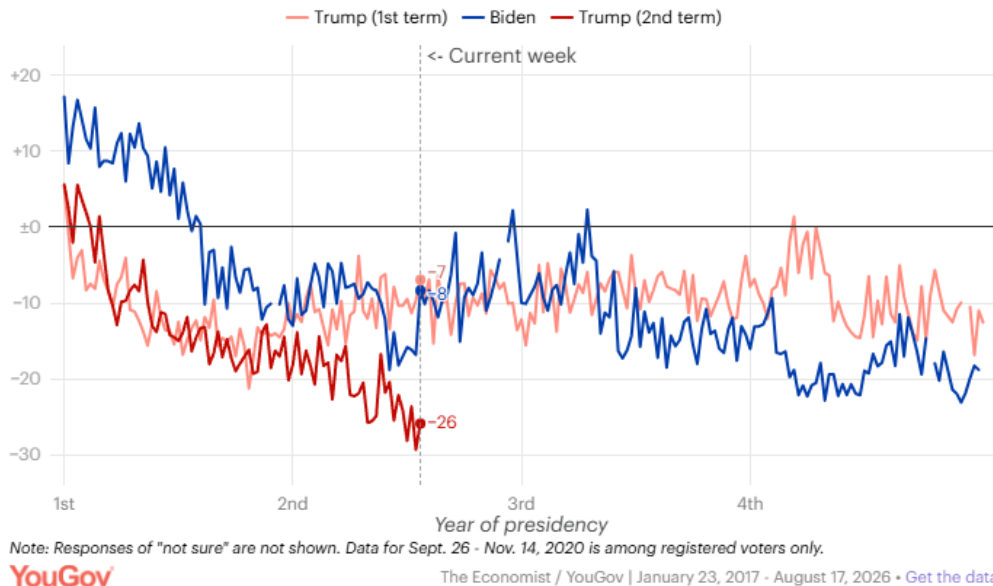
Source : The New York Times

En conséquence, l'ensemble de ces promesses brisées a mené à une chute du taux de popularité de Donald Trump, où son taux d'approbation net est plus bas que lors de son premier mandat mais aussi plus bas que celui de Joe Biden, son prédécesseur à la Maison-Blanche⁴⁷.

⁴⁷ Republican support for Trump has fallen as Democrats hold a big lead among enthusiastic midterms voters. (2026). <https://yougov.com/en-us/articles/55391-republican-support-donald--trump-fallen-democrats-hold-big-lead-among-enthusiastic-midterms-voters-august-14-17-2026-economist-yougov-poll>

Net job approval among U.S. adult citizens in Trump's first term, Biden's term, and Trump's second term

Do you approve or disapprove of the way [Joe Biden / Donald Trump] is handling his job as President? (% of U.S. adult citizens who strongly or somewhat approve minus the % who strongly or somewhat disapprove)

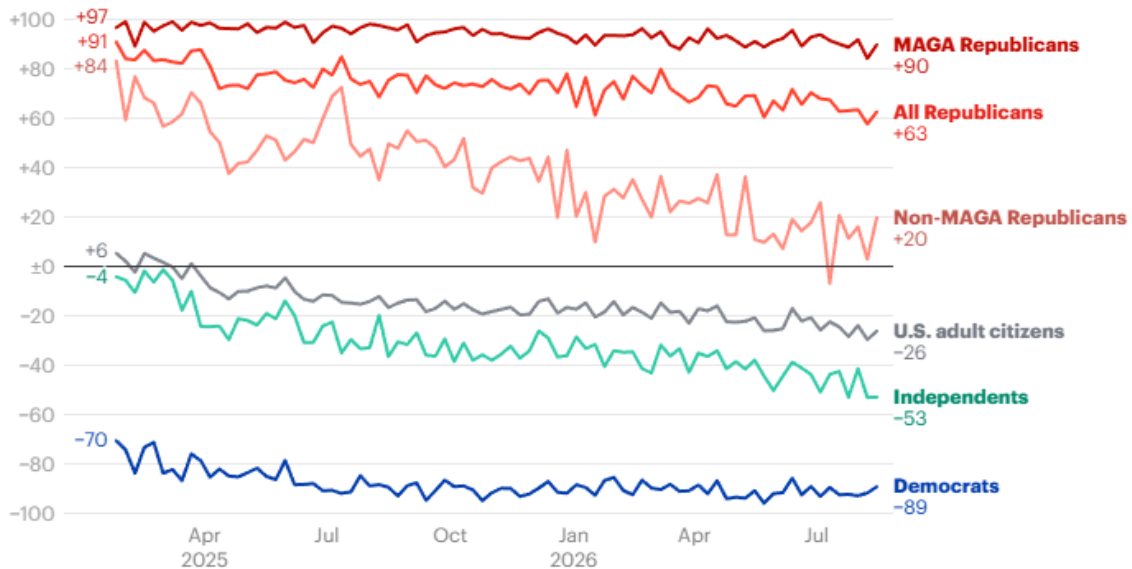


Source: YouGov

Toutefois, comme l'illustre le graphique ci-dessous, en août 2026, Trump conserve un soutien solide de la part des républicains partisans du mouvement MAGA. Au sein de ce groupe, qui représente désormais environ la moitié des républicains, 95 % approuvent sa présidence. En revanche, la désapprobation à l'égard de Trump est plus importante auprès de l'électorat indépendant.

Net approval of Donald Trump among Americans, Democrats, Independents, MAGA Republicans, and non-MAGA Republicans

Do you approve or disapprove of the way Donald Trump is handling his job as President? (% who strongly or somewhat approve minus the % who strongly or somewhat disapprove)



Note: Responses of "not sure" are not shown. Identification as a MAGA Republican is based on Republicans' responses to the question, "Are you a MAGA supporter?" Non-MAGA Republicans are Republicans who say "no"; Republicans who say "not sure" are not shown.

YouGov

Chart: David H. Montgomery • The Economist / YouGov | January 26, 2025 - August 17, 2026 • [Get the data](#)

Source : YouGov

De plus, les Américains estiment que le Parti républicain incarne aujourd'hui l'élite et non plus le Parti démocrate. Selon un sondage New York Times/Siena de septembre 2026, les électeurs ont désormais davantage tendance à considérer les républicains que les démocrates comme « élitistes » (43 % contre 33 % des électeurs probables, contre une quasi-égalité en 2022). Ce qui est un changement de paradigme significatif dans la mesure où la crédibilité de Donald Trump s'est construite depuis 2016 sur un profil antisystème qui fustigeait une élite libérale prédatrice pour les États-Unis d'Amérique⁴⁸.

⁴⁸ Bidgood, J. (2026). Republicans Are Now the 'Elitist' Party, Voters Say. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2026/09/18/us/politics/republicans-elitist-party-voters-poll.html>

La désillusion et la fracture du camp MAGA

Bien que les sondages rapportent un soutien quasi unanime de l'électorat MAGA auprès du président Trump, celui-ci semble se fracturer autour de certaines décisions politiques qui ont suscité un vif débat au sein de la société américaine.

Nous avons déjà cité la guerre en Iran qui fracture le peuple américain mais aussi la base MAGA. La décision d'entrée en guerre contre l'Iran aura suscité une critique importante de plusieurs influenceurs et personnalités médiatisés de la sphère MAGA, dont Joe Rogan, Marjorie Taylor Greene, Tucker Carlson, Megan Kelly, Candace Owens ou Joe Kent, le directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme qui a démissionné le 17 mars 2026 pour manifester son opposition à la guerre. La guerre en Iran aura brisé l'unité des *leaders* d'opinion conservateurs, qui incarnent aujourd'hui cette base MAGA, qui reproche au président Trump d'avoir trahi la promesse selon laquelle il serait le « candidat de la paix » et s'opposerait aux interventions militaires interminables et coûteuses au Moyen-Orient. Un rejet est notamment identifiable auprès de la génération Z. Les jeunes de 18 à 29 ans, qui avaient massivement voté pour Trump en 2024 (Trump a recueilli environ 46 % des suffrages des électeurs âgés de 18 à 29 ans, contre 36 % en 2020, selon AP VoteCast) affichent le taux de rejet le plus élevé face à cette guerre⁴⁹.

Une fracture générationnelle au sein de la coalition MAGA est identifiable, entre les jeunes et « les boomers ». Cette fracture est perceptible sur le soutien à la guerre en Iran et à l'État d'Israël. Ce dernier est un point de discorde central avec des voix dissidentes de la sphère MAGA qui affirment

⁴⁹ Johansen, B. (2026). The anti-war crack in MAGA's youth base. Politico. <https://www.politico.com/news/2026/05/18/the-anti-war-crack-in-magas-youth-base-00926619>

que l'alliance ne doit pas primer sur la sécurité des citoyens américains, certains dénonçant une guerre menée avant tout au bénéfice de la stratégie du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. En mai 2026, le *New York Times* rapporte que sur la quasi-totalité des questions de politique étrangère, la tranche d'âge des 18-44 ans au sein du Parti républicain exprime un avis divergent. Seuls 40 % estiment qu'il a pris la bonne décision en choisissant d'attaquer l'Iran. De plus, seuls 33 % sont favorables à un soutien économique et militaire supplémentaire à Israël, contre 72 % des personnes âgées de 45 ans et plus. Puis, 54 % des 18-44 ans estiment que Trump a été « trop favorable à Israël », contre 16 % des personnes âgées de 45 ans et plus. Enfin, près des trois quarts estiment que les États-Unis devraient accorder moins d'attention aux problèmes à l'étranger, contre 40 % des républicains âgés de 45 ans et plus⁵⁰.

De surcroît, le deuxième mandat de Donald Trump est aussi marqué par une frustration de la base MAGA quant à la priorisation des politiques publiques et la stratégie adoptée pour les mettre en œuvre. Un premier exemple marquant est celui de l'immigration où le principe de la fermeté migratoire fait l'unanimité, mais les méthodes employées bousculent une partie de la coalition MAGA. Selon un sondage Politico publié en août 2026, près d'un électeur trumpiste sur quatre estime que la campagne d'expulsion est trop agressive⁵¹. Cette perception d'une gestion inhumaine et agressive de la politique migratoire a surtout été ressentie au sein de la communauté hispanique, comme l'illustrent les propos de María Elvira Salazar, la représentante du 27^e district de Floride :

« Monsieur le Président, certaines de vos mesures d'application des lois sur l'immigration sont allées trop loin », a déclaré Mme Salazar en

⁵⁰ Cohn, N. (2026). A Generational Fracture Emerges for Republicans Over Foreign Policy. *New York Times*. <https://www.nytimes.com/2026/05/19/upshot/republicans-times-siena-poll-iran.html>

⁵¹ Swayi, F. (2026). Almost 1 in 4 Trump voters see mass deportation campaign as too aggressive: Survey. *The Hill*. <https://thehill.com/homenews/administration/6038104-trump-immigration-poll-aggressive/>

s'adressant directement à la caméra. Elle a ensuite ajouté : ⁵²« Les mêmes Hispaniques qui vous ont aidé à accéder à la Maison-Blanche en 2024 se sentent aujourd'hui trahis. »

Le deuxième exemple est celui de la gestion de l'affaire Epstein. En effet, Donald Trump n'a pas fourni la fameuse « liste de clients » d'Epstein qu'il avait promis de divulguer lors de ses campagnes. Et lorsque le *Department of Justice* publie 3,5 millions (sur un total de 6 millions) de pages relatives au dossier Epstein fin 2025 et début 2026, ces derniers ont déçu dans la mesure où de nombreux noms et passages ont été caviardés, ce qui a fait crier à l'opération de camouflage. L'ouvrage de Maggie Haberman et de Jonathan Swan, *Regime Change: Inside the Imperial Presidency of Donald Trump*, rapporte que l'affaire prend une telle tournure que *l'état-major de Donald Trump a tenu une réunion de crise, présidée par le vice-président JD Vance, dans la Situation Room, la salle de gestion de crise de la Maison-Blanche*⁵³. Un troisième facteur de fragmentation de la base MAGA est celui d'un président qui privilégie les dossiers internationaux plutôt que domestiques tels que l'économie et le pouvoir d'achat des Américains. En effet, le choix d'avoir initié une guerre en Iran brise la coalition MAGA dans la mesure où elle est perçue comme contraire à la promesse du *no more forever wars* et de la doctrine de politique étrangère américaine de 2025, qui affirmait que les jours où les guerres du Moyen-Orient dominaient l'agenda politique américain étaient terminés. De plus, Maggie Haberman et Jonathan Swan rapportent dans leur ouvrage que Donald Trump aurait été averti de cette situation par le biais de notes internes stipulant que l'opinion publique américaine estimait que la politique étrangère de Trump détournait l'attention du président des enjeux de santé publique, d'économie et de pouvoir d'achat. Or, le livre décrit que ces notes n'ont pas semblé influencer

⁵² "Mr. President, some of your immigration enforcement efforts have gone too far," Ms. Salazar said straight into the camera. She later added: "The same Hispanics who helped you get to the White House in 2024 feel betrayed today."

Mazzei, P et al. (2026). G.O.P. Representative Breaks With Trump in Ad: Hispanic Voters 'Feel Betrayed'. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2026/09/17/us/politics/salazar-florida-republican-immigration-trump.html>

⁵³ Haberman, M. Swan, J. (2026). *Regime Change : inside the imperial presidency of Donald Trump*. Simon & Schuster. P.228

Donald Trump, qui fonctionne plus que jamais lors de ce deuxième mandat à l'instinct⁵⁴.

Enfin, comme nous l'avons expliqué plus haut, la situation économique fracture la base MAGA entre l'administration Trump, qui fait l'éloge d'un bilan macroéconomique positif, et la réalité de la population américaine, qui estime que son quotidien ne s'améliore pas et que les prix continuent d'augmenter. Certes, le marché boursier a progressé de plus de 37 % entre les élections de 2024 et le 25 septembre 2026⁵⁵ mais cela ne veut pas dire que l'économie réelle des ménages c'est améliorée. Comme nous l'avons illustré, le prix de l'essence et l'inflation ont augmenté sous le deuxième mandat de Trump. En réalité, Trump commet la même erreur que Biden en 2024, estime l'ancienne porte-parole de la Maison-Blanche Karine Jean-Pierre. L'actuel président n'arrive pas à convaincre les Américains de la pertinence de son projet économique et de la direction dans laquelle il les amène. Le fossé entre la réalité quotidienne et les nouvelles macroéconomiques encourageantes est trop important. Politiquement, lorsqu'un récit, dans notre cas la difficulté économique, ancré dans la vie quotidienne s'est imposé, il est presque impossible pour les décideurs de s'en défaire⁵⁶.

L'enjeu pour ces midterms sera de réussir à rassembler un électorat américain fracturé

Au-delà de la classification binaire entre les électeurs républicains et démocrates, il est nécessaire de décrypter la complexité des différentes sensibilités électorales aux États-Unis d'Amérique, qui sont loin d'être justement binaires. En effet, les Américains disposent d'un ensemble

⁵⁴ Haberman, M. Swan, J. (2026). Regime Change : inside the imperial presidency of Donald Trump. Simon & Schuster. P. 402, 403, 409

⁵⁵ US Bank. (2026). Stocks under the Trump administration: What is driving markets in 2026?. <https://www.usbank.com/investing/financial-perspectives/market-news/stock-market-under-trump.html>

⁵⁶ Jean – Pierre, K. (2026). This Mistake Doomed Biden. Trump Is Falling Into the Same Trap. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2026/10/02/opinion/trump-biden-economic-message.html>

complexe de valeurs et de convictions qui ne correspondent pas toujours aux deux grands partis. Selon la typologie politique du Pew Research Center (juin 2026), la population adulte américaine peut se diviser en neuf groupes.

1. Le groupe *No Apologies Right* représente 9 % des adultes américains et incarne la ligne dure du trumpisme et soutient le président dans toutes ses actions.
2. Le groupe *Faith First Conservatives* représente 12 % des adultes américains et incarne également la ligne dure du trumpisme et soutient le président dans toutes ses actions. La différence avec le premier groupe réside dans l'attachement à la religion, qui dans ce groupe est central.
3. Le groupe *Unconventional Right* représente 12 % des adultes américains et incarne une ligne conservatrice plus modérée, notamment sur la question de l'avortement et du système de protection sociale.
4. Le groupe *Pragmatic and Polite Right* représente 11 % des adultes américains, ils sont conservateurs sur les questions économiques et plus modérés sur les questions raciales et d'immigration.
5. Le groupe *Leftward Progressives* représente 7 % des adultes américains ; ses membres sont très critiques envers Trump et incarnent une ligne progressiste dans tous les domaines.
6. Le groupe *Loyal Liberals* représente 11 % des adultes américains. Ils sont plus modérés, font davantage confiance aux institutions et sont attachés au rôle des États-Unis en tant que leader de la diplomatie internationale.
7. Le groupe *Order and Opportunity Left* représente 18 % des adultes américains. Il s'agit d'un groupe diversifié sur le plan racial et ethnique.

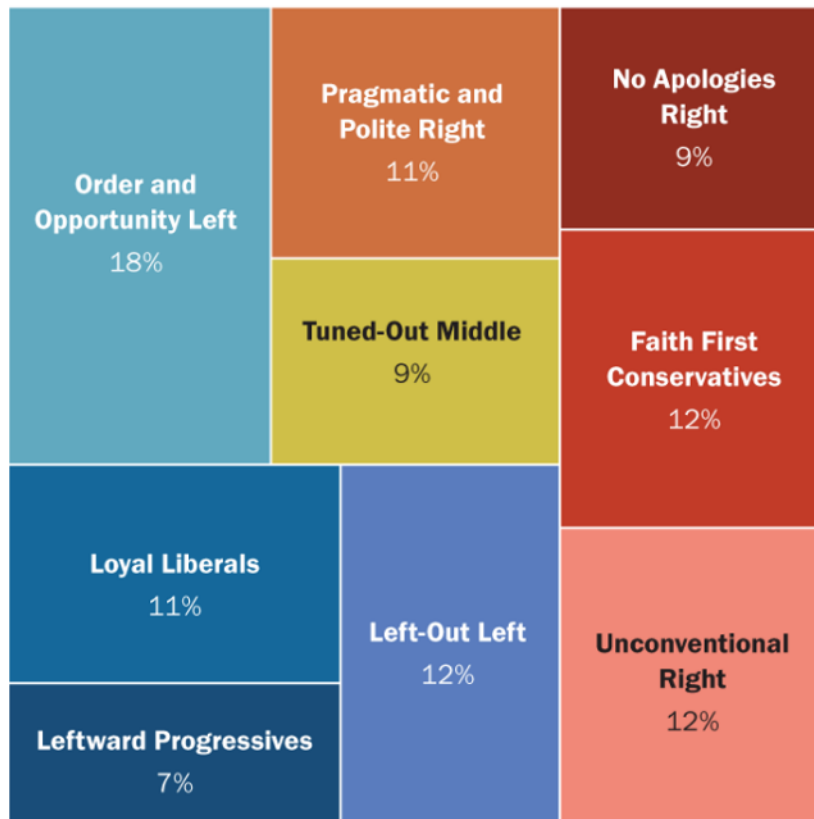
Puis, ils sont libéraux sur le plan économique, mais se montrent préoccupés par la criminalité et favorables aux restrictions en matière d'immigration.

8. Le groupe *Left-Out Left* représente 12 % des adultes américains. Cet électorat se distingue par un mélange d'opinions libérales et modérées. C'est un groupe qui a tendance à se sentir ignoré par la politique, qui fait face à des difficultés financières et qui se montre également très sceptique à l'égard de la politique et de l'avenir du pays.
9. Le groupe *Tuned-Out Middle* représente 9 % des adultes américains. Il incarne la partie des électeurs qui sont divisés et qui présentent peu d'intérêt pour la politique⁵⁷.

⁵⁷ Kiley, J. et al. (2026). Beyond Red vs. Blue: The Political Typology. Pew Research Centre. <https://www.pewresearch.org/politics/2026/06/10/beyond-red-vs-blue-the-political-typology/#the-typology-groups>

The 2026 Pew Research Center Political Typology

% of U.S. adults in each typology group



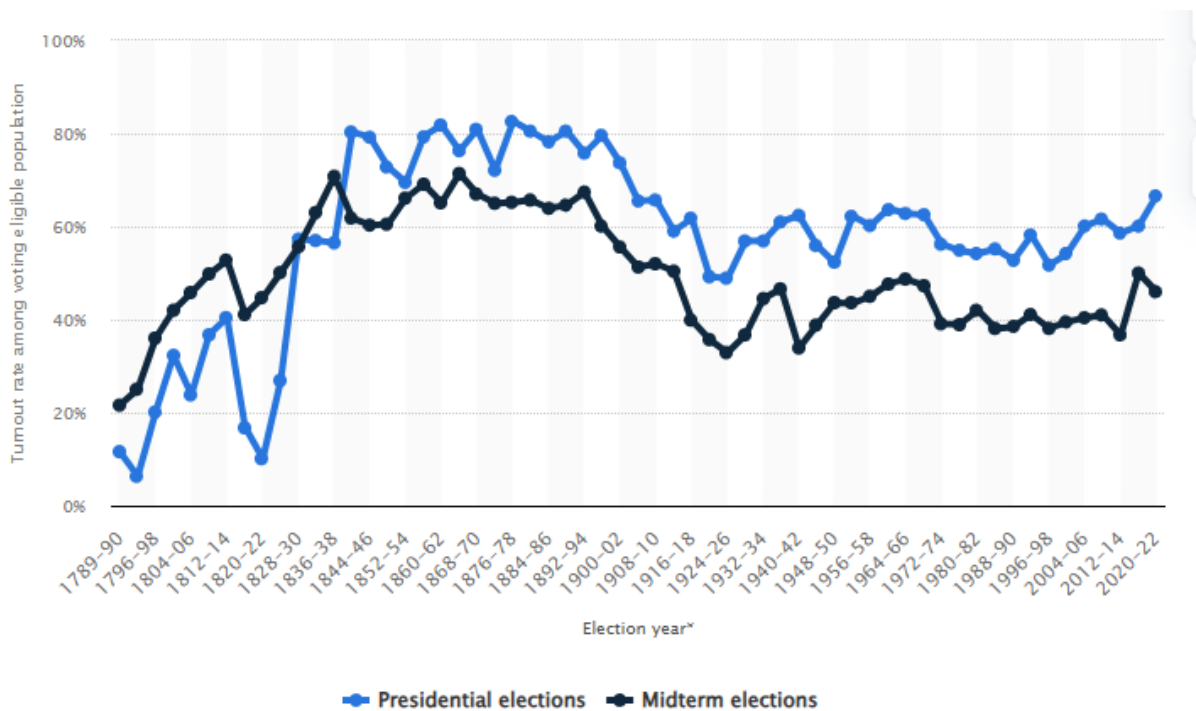
Source: Survey of U.S. adults conducted Nov. 17-30, 2025.

PEW RESEARCH CENTER

Source : Pew Research Center

Il est important de saisir cette architecture qui compose les deux coalitions électorales que sont le Parti démocrate et le Parti républicain dans le contexte des *midterms*. En effet, depuis 1838, ces élections de mi-mandat se distinguent de l'élection présidentielle par un taux de participation moins élevé. De fait, l'électorat se déplace moins que lors de l'élection présidentielle : en 2020, 66,6 % des Américains en droit de voter ont participé à l'élection présidentielle et en 2022 ils étaient 46 % à voter aux élections de

mi-mandat⁵⁸. Ainsi, l'enjeu pour les deux partis est de mobiliser un maximum d'électeurs de la base la plus loyale de leur électorat dans la mesure où ils se mobilisent le plus pour aller voter. *Pour les républicains, il s'agit des No Apologies Right et des Faith First Conservatives.* Pour les démocrates, il s'agit des Leftward Progressives et des Loyal Liberals.



Source : Statista

⁵⁸ Voter turnout in U.S. presidential and midterm elections 1789-2020 | Statista. (2026). Statista. https://www.statista.com/statistics/1139251/voter-turnout-in-us-presidential-and-midterm-elections/#google_vignette

COMPRENDRE LE SCRUTIN DE NOVEMBRE

A) LES MIDTERMS : L'ÉPINE DANS LE PIED DU PARTI PRÉSIDENTIEL

Disons-le d'emblée, les élections de mi-mandat tournent souvent à la démonstration de force pour l'opposition. Privée de la Maison-Blanche il y a deux ans à peine, celle-ci est galvanisée par l'opportunité de reprendre des couleurs et d'entraver l'action du président, justement dans la perspective de s'emparer du pouvoir exécutif. L'affaire lui est d'autant plus aisée dans un système bipartite puisqu'elle n'est comptable d'aucune des politiques fédérales et qu'elle fait mécaniquement figure d'unique alternative. Par effet miroir, le parti présidentiel est généralement contraint de défendre ses positions en vantant les mérites de son action devant des électeurs qui se prononcent dessus pour la première fois. Washington devient alors une sorte de théâtre où les uns s'efforcent de conjurer l'usure du pouvoir tandis que les autres aspirent à le retrouver. En somme, il s'agit à la fois d'une répétition générale de la prochaine présidentielle et de l'épilogue de la précédente.

Depuis 1982 au moins, être un élu du parti présidentiel dans une circonscription tangente en plein *midterms* est un métier à risque. De fait, ces scrutins se sont soldés en moyenne par une perte de 22 sièges à la Chambre des représentants et de trois au Sénat⁵⁹, ce dernier se renouvelant par tiers et faisant donc preuve d'une plus grande inertie. En conséquence, le parti présidentiel a par sept fois perdu au moins une chambre au cours des 11 dernières élections de mi-mandat tandis que l'opposition en est ressortie avec l'intégralité du Congrès par quatre fois. Ainsi, les observateurs

⁵⁹ Molly E. Reynolds and Abby Ward, "Losses by the President's Party in Midterm Elections, 1862–2022," table 2-4 in Vital Statistics on Congress (Washington, DC: Brookings Institution, April 10, 2026), <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2026/04/2-4-Full.pdf>

ne cherchent bien souvent pas à déterminer le vainqueur du scrutin mais à évaluer l'ampleur de la défaite du parti au pouvoir⁶⁰.

En premier lieu, il faut dire que les midterms sont avant tout l'occasion d'un retour de bâton. Deux ans à la tête du pays suffisent à user un parti sans que celui-ci ait le temps de montrer les bienfaits de ses politiques ; il est trop tard pour l'état de grâce et trop tôt pour la gratitude. Aussi, la figure du président alimente bien souvent le ressentiment d'une partie de la population, d'où sa motivation accrue à aller voter. En 2006, ce sont ainsi 36 % des électeurs qui déclaraient se rendre aux urnes pour sanctionner le président Bush⁶¹. Comble de malheur, la majorité doit donc absorber les effets d'un vote de rejet contre un président qui ne se trouve même pas sur le bulletin et qui peine donc à mobiliser ses plus fervents soutiens, une tendance dont témoignent les défaites de Mark Udall et Kay Hagan. Tous deux élus dans des États plutôt républicains dans le sillage de la comète Obama en 2008, ils n'ont pas survécu à la vague rouge qui déferla sur le pays en 2014. Udall est particulièrement emblématique de ce phénomène car, malgré son avantage financier de près de 7 millions de dollars, sa notoriété locale liée à son statut d'élus du Colorado depuis 1997 et son impressionnante victoire par plus de 10 points, il n'a pas pu empêcher le GOP de faire basculer son État⁶². Pourtant, cela n'empêcha en rien le démocrate John Hickenlooper d'être réélu gouverneur du Colorado la même année⁶³, ce qui suggère que les habitants de l'État ne rejetaient pas les Démocrates en soi mais que la marque était alors trop toxique au niveau national. En dépit des particularismes régionaux, les élections de mi-mandat demeurent donc un scrutin fédéral lors duquel le contrôle de Washington est en jeu, c'est

⁶⁰ Contributeurs de Wikipédia, « United States Midterm Election », Wikipédia, dernière modification le 31 août 2026, https://en.wikipedia.org/wiki/United_States_midterm_election

⁶¹ Pew Research Center, « Centrists Deliver for Democrats: In an Election That Proved to Be a Referendum on Bush and Iraq, Political Independents Cast the Deciding Votes », 8 novembre 2006, <https://www.pewresearch.org/politics/2006/11/08/centrists-deliver-for-democrats/>

⁶² Ballotpedia, « United States Senate Elections in Colorado, 2014 », consulté le 26 septembre 2026, https://ballotpedia.org/United_States_Senate_elections_in_Colorado,_2014

⁶³ Ballotpedia, « Colorado Gubernatorial and Lieutenant Gubernatorial Election, 2014 », consulté le 26 septembre 2026, https://ballotpedia.org/Colorado_gubernatorial_and_lieutenant_gubernatorial_election,_2014

pourquoi les Américains sont moins enclins à passer outre les affiliations partisans des candidats. En conséquence, le parti présidentiel se retrouve pris en étau entre une base attiédie et une opposition chauffée à blanc, le tout dans un environnement souvent défavorable ; c'est l'effet ciseau de la politique.

Par ailleurs, les *midterms* sont l'occasion pour l'opposition de se rallier autour d'une cause commune, de serrer les rangs dans l'adversité. Si l'on part du principe que la participation baisse lorsqu'il n'y a pas d'élection présidentielle, ce qui est généralement le cas car les scrutins nationaux suscitent plus d'engouement, les voix des mécontents qui prennent le temps de se déplacer jusqu'aux urnes ont une incidence considérable sur le scrutin. Le mécanisme est redoutable. Après une présidentielle victorieuse, le parti du président détient souvent des sièges marginaux conquis grâce à sa mobilisation exceptionnelle et à ses effets d'entraînement. Deux ans plus tard, une partie des électeurs occasionnels ne revient pas et ces sièges surexposés retournent vers leur équilibre antérieur. Les élections de 2010 en sont l'exemple emblématique. Selon le *Census Bureau*, la participation ne s'est alors élevée qu'à ⁶⁴un timide 45 % contre plus de 63 % en 2008⁶⁵, une dégringolade de 18 points. À ce stade, ce n'est donc tout simplement plus le même électorat d'une élection à une autre. Ce seul écart ne suffirait certes pas à expliquer la défaite des Démocrates, en particulier dans les États du Sud, mais il est à lire à l'aune de la promulgation de l'*Affordable Care Act*. Selon une analyse contrefactuelle⁶⁶ réalisée a posteriori et qu'il faut donc manier avec prudence, les Démocrates auraient pu sauver environ 25 sièges si lesdits élus avaient pris leurs distances avec la nouvelle loi. Les auteurs du

⁶⁴ Thom File, *Who Votes? Congressional Elections and the American Electorate: 1978–2014*, Current Population Reports, no P20-577 (Washington, DC : U.S. Census Bureau, juillet 2015), <https://www.census.gov/content/dam/Census/library/publications/2015/demo/p20-577.pdf>

⁶⁵ Thom File et Sarah Crissey, *Voting and Registration in the Election of November 2008*, Current Population Reports, no P20-562RV (Washington, DC : U.S. Census Bureau, juillet 2012), <https://www.census.gov/content/dam/Census/library/publications/2012/demo/p20-562rv.pdf>

⁶⁶ Brendan Nyhan, Eric McGhee, John Sides, Seth Masket et Steven Greene, « One Vote Out of Step? The Effects of Salient Roll Call Votes in the 2010 Election », *American Politics Research* 40, no 5 (2012) : 844-879, <https://bpb-us-e1.wpmucdn.com/sites.dartmouth.edu/dist/5/2293/files/2021/03/health-care-vote-effects.pdf>

rapport relèvent ainsi que le GOP a su faire de cette loi un véritable chiffon rouge permettant de diaboliser les Démocrates les plus vulnérables et de tuer leurs espoirs de réélection. En somme, un travail d'association entre le parti en place et des politiques controversées permet effectivement de renverser la vapeur dans un nombre conséquent de circonscriptions tangentes.

Les *midterms* sont également l'occasion pour l'opposition de casser la dynamique du parti présidentiel, de lui couper des marges de manœuvre. La Constitution américaine est claire : le Congrès bénéficie de pouvoirs élargis en matière budgétaire et internationale. Perdre une Chambre met donc en danger l'agenda du parti présidentiel et le contraint à trouver des compromis, du pain béni pour l'opposition qui peut donc en partie imposer son rythme et ses thèmes. Surtout, la perte du Sénat prive de fait la branche exécutive de la maîtrise des nominations des juges fédéraux, au premier rang desquels figurent ceux siégeant à la Cour suprême. Dans l'histoire récente, Obama est sans doute celui qui a le plus fait les frais de cette logique. Dès janvier 2015, celui-ci se retrouve face à un Congrès hostile alors que son parti commence à tourner la page de sa présidence. Il sait qu'il ne promulguera plus aucune législation d'envergure et que son capital politique est réduit à peau de chagrin. Lorsqu'Antonin Scalia décède début 2016, il comprend donc que son ultime mission sera de nommer son remplaçant à la Cour suprême. Son regard se tourne alors vers Merrick Garland, dont les états de service sont irréprochables et qui semble à même de survivre à un Sénat républicain. Seulement voilà : Garland a le malheur d'être libéral et, alors que la campagne présidentielle fait déjà rage, les Républicains décident qu'ils ne l'approuveront en aucune circonstance, bloquant sa nomination pendant près d'un an⁶⁷. Si le Sénat était resté démocrate, celle-ci n'aurait été qu'une formalité et la Cour suprême compterait aujourd'hui un juge libéral supplémentaire, réduisant la majorité conservatrice à 5 pour 4. À l'aune de l'incidence qu'a le sommet du pouvoir

⁶⁷ Ron Elving, « What Happened with Merrick Garland in 2016 and Why It Matters Now », NPR, 29 juin 2018, <https://www.npr.org/2018/06/29/624467256/what-happened-with-merrick-garland-in-2016-and-why-it-matters-now>

judiciaire sur la vie des Américains, il s'agit là de l'événement politique le plus important des 20 dernières années. En privant Obama de son pouvoir, le GOP s'est assuré de contrôler la Cour pour des décennies, transformant en profondeur les équilibres nationaux et bouleversant de nombreux acquis sociaux, avortement et égalité d'accès au vote en tête, entachant par là même le bilan d'Obama. En bref, remporter ces élections permet à l'opposition de faire du président un canard boiteux (lame duck), de le réduire au rang de simple locataire de la Maison-Blanche.

Toutefois, ces tendances lourdes et structurelles ne constituent pas une loi absolue. Le parti au pouvoir a plusieurs fois su profiter des circonstances particulières pour atténuer l'ampleur de sa défaite voire remporter une franche victoire. D'abord, l'atmosphère nationale peut être un facteur de stabilité, notamment en temps de crise, comme en témoigne la victoire du Parti républicain lors des élections de mi-mandat de 2002 à l'issue desquelles le GOP prit le contrôle du Sénat tout en conservant la Chambre⁶⁸. Si cette performance est impressionnante pour un parti dont le président était entré à la Maison Blanche presque par effraction, elle s'explique surtout par l'effet drapeau qui s'empara du pays dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 et qui poussa les Américains à faire bloc autour du commandant en chef. Moins tragique, un président jouissant d'une popularité remarquable peut tout à fait alimenter la performance électorale de son parti, ne serait-ce qu'en ne donnant pas de grain à moudre à l'opposition. Alors que Bill Clinton affichait une insolente cote de popularité de 65 %⁶⁹, les Démocrates ont ainsi défendu leurs positions au Sénat en 1998⁷⁰ tout en braconnant sur les terres républicaines pour un gain net de cinq circonscriptions à la Chambre. Enfin, l'opposition peut aussi simplement se prendre les pieds dans le tapis. Alors que nombre d'analyses prédisaient un

⁶⁸ Thomas E. Mann, « The 2002 U.S. Midterm Elections », Brookings Institution, 4 novembre 2002, <https://www.brookings.edu/articles/the-2002-u-s-midterm-elections/>

⁶⁹ Pew Research Center, « Clinton Leadership Position Enhanced: Election Pleases Voters Despite Mudslinging », 13 novembre 1998, <https://www.pewresearch.org/politics/1998/11/13/clinton-leadership-position-enhanced/>

⁷⁰ Stuart Rothenberg, « Learning from the 1998 and 2002 Midterms », Roll Call, 7 septembre 2022, <https://rollcall.com/2022/09/07/learning-from-the-1998-and-2002-midterms/>

raz-de-marée rouge en 2022, pariant sur le fait que l'impopularité croissante de Biden sur fond d'inflation galopante aurait raison des Démocrates, le parti s'est plutôt bien défendu. Certes, ceux-ci ont dû concéder la Chambre cette année-là mais ils n'ont accusé une perte nette que de neuf petits sièges tout en grappillant un siège au Sénat et ce alors que plusieurs États comme la Géorgie, l'Arizona ou la Pennsylvanie ne leur étaient pas structurellement favorables⁷¹. De fait, cette robustesse ne tient pas tant à la solidité de leur stratégie qu'à la faiblesse de celle du GOP qui a enchaîné les candidatures de piètre qualité, s'est embourbé dans son trumpisme débridé et a surtout essuyé les plâtres de *l'annulation de Roe v. Wade*, qui protégeait l'avortement au niveau fédéral, une thématique déterminante pour le quart de l'électorat⁷². Sans refaire ici l'autopsie de ces trois scrutins, il apparaît donc que la partie n'est pas jouée d'avance. D'un mot, les élections de mi-mandat avantagent structurellement l'opposition mais elles n'en sont pas moins compétitives.

C'est pourquoi la vraie mesure d'une élection de mi-mandat est la capacité de l'opposition à faire basculer une partie de l'électorat en sa faveur. L'enjeu n'est pas tant de gagner que de convaincre les électeurs indépendants ou déçus afin de construire une coalition renouvelée. Ainsi des Démocrates qui sont sortis largement vainqueurs en 2018 parce qu'ils sont parvenus à progresser de 9,5 points par rapport à 2016, tout comme ils avaient gagné plus de 10 points entre 2004 et 2006⁷³, deux scrutins qui leur ont permis d'aborder sereinement les présidentielles de 2008 et de 2020. À l'inverse, les Républicains n'ont livré qu'une performance timorée en 2022 car ils n'avaient grappillé que 5,9 points contre près de 8 entre 2012 et 2014. Dans ce contexte, la fragilité de la coalition qui a propulsé Trump à la Maison

⁷¹ Louise Chetcuti, « Understanding the Outcome of the 2022 US Midterms », Institut Montaigne, 7 décembre 2022, <https://www.institutmontaigne.org/en/expressions/understanding-outcome-2022-us-midterms>

⁷² Ashley Kirzinger, Audrey Kearney, Mellisha Stokes, Alex Montero, Liz Hamel et Mollyann Brodie, « How the Supreme Court's Dobbs Decision Played in the 2022 Midterm Election: KFF/AP VoteCast Analysis », KFF, 11 novembre 2022, <https://www.kff.org/elections/2022-midterm-election-kff-ap-votecast-analysis/>

⁷³ RealClearPolling, « This Day in History—Generic Ballot: 2026 vs. 2022, 2018, 2014, 2010 », consulté le 26 septembre 2026, <https://www.realclearpolling.com/polls/this-day-in-history/generic-ballot/2026-vs-2022-vs-2018-vs-2014-vs-2010>

Blanche pour la deuxième fois constitue la plus grande vulnérabilité du GOP, précisément car les Démocrates peuvent aisément reconquérir ces électeurs dont le champion est de surcroît absent. Quoi qu'il en soit, l'indicateur le plus pertinent à consulter au lendemain du 3 novembre sera la marge de progression (ou de régression, bien que l'on puisse raisonnablement écarter cette hypothèse) des Démocrates au *Generic Congressional Ballot* plus que leur avance absolue.

La défaite du parti présidentiel aux midterms est souvent décrite comme une sorte de rite de passage, une logique tectonique contre laquelle il serait vain de lutter. La réalité est différente et l'importance de ce scrutin ne saurait être sous-estimée, aussi bien d'un point de vue politique qu'au regard de ses conséquences concrètes et durables pour la vie des Américains.

B) LE GERRYMANDERING OU LE SYMPTÔME D'UNE DEMOCRATIE CHARCUTÉE

Le *gerrymandering*, ou charcutage électoral en bon français, est la tarte à la crème des analyses sur les *midterms* 2026. Saga politique débutée en 2025, elle a fait les choux gras de la presse internationale, tant et si bien que ce qui était une référence de spécialiste est devenu un repère pour le grand public. Vue de France, cette course à l'échalote a de quoi faire sourire, tant elle fait passer l'Amérique pour une parodie de démocratie où les élus choisissent leurs électeurs. Pourtant, au-delà des conséquences politiques à court ou moyen terme, il s'agit là du symptôme le plus palpable du délabrement de la démocratie américaine, une funeste dynamique dont les autres démocraties occidentales ne sont pas par nature préservées et qui incite à la prudence.

Dissipons tout malentendu : le *gerrymandering* n'est pas une faille dans laquelle le GOP se serait engouffré, mais bien un sous-produit immédiat du système électoral américain. La Constitution des États-Unis prévoit en effet qu'un recensement ait lieu tous les 10 ans afin d'allouer à chaque État son nombre d'élus à la Chambre et de redécouper les circonscriptions,

garantissant en principe l'égale représentation de l'ensemble des citoyens. Le *Census Bureau*⁷⁴ se charge de conduire cette opération de façon impartiale et les États sont ensuite laissés libres de dessiner leur propre carte électorale⁷⁵, avec comme seule condition que les districts contiennent peu ou prou le même nombre d'habitants (environ 760 000 aujourd'hui⁷⁶). Cependant, le recensement est tellement précis qu'il suffit d'y superposer les résultats des élections passées pour procéder à une analyse détaillée de chaque bureau de vote⁷⁷ afin de dessiner des circonscriptions qui favorisent un camp plutôt qu'un autre, à condition que les coalitions électorales demeurent les mêmes. En d'autres termes, il devient possible de regrouper tous les électeurs d'un parti dans une même circonscription puis de faire en sorte que l'autre parti ait une courte majorité dans les autres, un mécanisme que le simulateur du New York Times illustre à merveille⁷⁸. En pratique, l'exemple le plus probant de cette méthode se trouve en Caroline du Nord où les Républicains ont remporté près de 53 % des voix en 2024 tout en raflant 10 des 14 sièges, soit 71 % de la délégation parlementaire⁷⁹. Certains États se prémunissent de cet écueil, à l'instar de la Californie qui avait recours à une commission indépendante⁸⁰, et plusieurs garde-fous existent au niveau fédéral, notamment en ce qui concerne la représentation raciale. Le *gerrymandering* n'en est pas moins redoutablement efficace et a pu avoir des conséquences impressionnantes, par exemple en 2016 lorsque le GOP

⁷⁴ U.S. Census Bureau, « About the Decennial Census of Population and Housing », dernière révision le 14 septembre 2026, <https://www.census.gov/programs-surveys/decennial-census/about.html>

⁷⁵ Justin Levitt, « Who Draws the Lines? », All About Redistricting, Loyola Law School, consulté le 26 septembre 2026, <https://redistricting.lla.edu/redistricting-101/who-draws-the-lines/>

⁷⁶ American Academy of Arts and Sciences, « Enlarging the House », consulté le 26 septembre 2026, <https://www.amacad.org/ourcommonpurpose/initiative/enlarging-house-representatives>

⁷⁷ Redistricting Data Hub, « Precinct Boundaries and Election Results », consulté le 26 septembre 2026, <https://redistrictingdatahub.org/data/about-our-data/precinct-boundaries-and-election-results/>

⁷⁸ Ella Koeze, Denise Lu et Charlie Smart, « Can You Gerrymander Your Party to Power? », The New York Times, mis à jour le 8 août 2025, <https://www.nytimes.com/interactive/2025/us/politics/congressional-gerrymandering-redistricting-game.html>

⁷⁹ North Carolina State Board of Elections, « NC SBE Contest Results », consulté le 26 septembre 2026, <https://er.ncsbe.gov>

⁸⁰ California Citizens Redistricting Commission, « About Us », consulté le 26 septembre 2026, <https://wedrawthelines.ca.gov/about-us/>

s'empare de quelque 241 sièges sur 435 alors qu'il n'a qu'un petit point d'avance⁸¹. Toujours est-il que les deux partis s'adonnent à cette pratique (le pendant démocrate de la Caroline du Nord étant l'Illinois) et le système s'équilibre ainsi sans que l'un des deux prenne un avantage flagrant.

Le Texas a perturbé ce relatif statu quo. En provoquant un redécoupage en l'absence d'un nouveau recensement et sur des motifs purement politiques⁸², le GOP a déclenché une guerre qu'il n'est pas sûr de gagner. De fait, les Démocrates sont également à la tête de grands États et ont donc riposté en conséquence, comme en témoigne la charge du gouverneur Newsom en Californie où celui-ci est parvenu à altérer la composition de cinq sièges afin de les rendre plus favorables à son parti, annulant ainsi les gains qu'espéraient faire les Républicains au Texas⁸³. Dans la foulée, la Cour suprême a fragilisé certaines des dispositions du *Voting Rights Act* qui contraignaient les États à créer un certain nombre de circonscriptions où les minorités sont majoritaires⁸⁴, laissant ainsi le champ libre au *gerrymandering* ethnique le plus extrême, en particulier dans les États du Vieux Sud. La fièvre du redécoupage s'est alors emparée de l'Amérique avec des initiatives de la Virginie à la Louisiane en passant par la Floride, une cascade qui s'est pour le moment conclue par un gain net de neuf sièges pour le GOP⁸⁵. Seulement, les Républicains sont loin d'avoir l'assurance d'en sortir gagnants sur le long terme car des États comme New York,

⁸¹ Ballotpedia, « United States Congress Elections, 2016 », consulté le 26 septembre 2026, https://ballotpedia.org/United_States_Congress_elections,_2016

⁸² Texas Legislature, H.B. No. 4: Relating to the Composition of the Districts for the Election of Members of the United States House of Representatives from the State of Texas, 89e législature, 2e session extraordinaire, version adoptée (2025), <https://capitol.texas.gov/tlodocs/892/billtext/html/HB00004F.htm>

⁸³ Jonathan J. Cooper, Michael R. Blood et Trần Nguyễn, « California Voters Approve New US House Map to Boost Democrats in 2026 », Associated Press, 4 novembre 2025, <https://apnews.com/article/california-redistricting-prop-50-gavin-newsom-839193bfc2a817086acca7365315f26f>

⁸⁴ Cour suprême des États-Unis, *Louisiana v. Callais*, nos 24-109 et 24-110, 608 U.S., 29 avril 2026, https://www.supremecourt.gov/opinions/25pdf/24-109_21o3.pdf

⁸⁵ Joseph Ax, « How Republicans Are Winning the War over US Congressional Redistricting, State by State », Reuters, 29 mai 2026, <https://www.reuters.com/legal/government/how-republicans-are-winning-war-over-us-congressional-redistricting-state-by-2026-05-29/>

Washington, le Maryland ou encore le New Jersey ont déjà entamé des démarches, bien que celles-ci ne puissent pas aboutir à temps pour 2026.

En revanche, la méthode par laquelle chacun des deux partis procède à ses redécoupages mérite que l'on s'y attarde. De fait, le GOP tord le droit et ratifie des cartes électorales d'un trait de plume alors que les Démocrates s'efforcent de respecter les processus en place et font adopter leurs propositions par référendum. En Louisiane, ⁸⁶le gouverneur républicain Jeff Landry a donc suspendu les primaires pour la Chambre qui avaient déjà commencé afin de procéder à un redécoupage express, c'est-à-dire qu'⁸⁷il a rendu caducs les quelque 42 000 bulletins par correspondance déjà reçus dans l'unique but de grappiller un siège pour son parti. Même logique en Floride où la justice locale s'est couchée⁸⁸ alors que le concepteur de la carte, Jason Poreda, a reconnu lors des auditions parlementaires avoir utilisé des données partisans au mépris de la loi floridienne qui prohibe ces pratiques. À l'inverse, la nouvelle carte virginienne a eu beau être adoptée par près de 52 % des votants⁸⁹, la Cour suprême de l'État, dont la majorité conservatrice est un reliquat de l'ancienne domination républicaine, s'est empressée de faire annuler le scrutin sur de vagues motifs procéduriers⁹⁰. Les Démocrates se sont en effet enfermés tous seuls dans des procédures visant à garantir une juste représentation de chacun des citoyens, c'est pourquoi un changement de carte à New York nécessiterait jusqu'à un changement de

⁸⁶ Office of Governor Jeff Landry, « Governor Jeff Landry Suspends Only U.S. House Primary Elections Following Supreme Court Ruling », 30 avril 2026, <https://gov.louisiana.gov/news/5093>

⁸⁷ Jacob Knutson, « Around 42,000 People Cast Mail Ballots Before Louisiana Halted Congressional Primaries to Gerrymander », Democracy Docket, 5 mai 2026, <https://www.democracydocket.com/news-alerts/thousands-vote-louisiana-congressional-primaries-landry-suspension/>

⁸⁸ Leon County Circuit Court, Florida, « Order on Motions for Preliminary Injunction », Equal Ground Education Fund Inc. et al. v. Cord Byrd et al., Case No. 2026 CA 914, 26 mai 2026, <https://statecourtreport.org/sites/default/files/2026-05/20260526-judge-hawkes-order-denying-preliminary-injunctions.pdf?>

⁸⁹ « Virginia Redistricting Election Results », The New York Times, 21 avril 2026, <https://www.nytimes.com/interactive/2026/us/elections/results-virginia-redistricting.html>

⁹⁰ Supreme Court of Virginia, « Don Scott, in His Official Capacity, et al. v. Ryan T. McDougale, Virginia State Senator, et al. », Record No. 260127, 8 mai 2026, <https://www.vacourts.gov/static/opinions/opnscvwp/1260127.pdf>

la Constitution de l'État⁹¹. Ironiquement, les Démocrates présentent leurs opérations de *gerrymandering* comme un rempart à la démocratie, une rhétorique dont on pense ce que l'on veut mais qui a le mérite d'être cohérente avec leurs agissements.

Quoi qu'il en soit, cette course à l'armement provoque deux conséquences majeures. D'une part, nombre d'électeurs n'ont ainsi plus voix au chapitre, une logique qui nourrit le ressentiment politique. En cela, ⁹²une étude approfondie publiée en 2025 dans *State Politics & Policy Quarterly* (Cambridge University Press) a mis en exergue un lien entre la perception d'un *gerrymandering* abusif et une moindre satisfaction à l'égard de la démocratie, elle-même symptôme d'une plus grande défiance à l'égard de la classe politique. Ainsi, parmi les personnes très insatisfaites du redécoupage dans leur État, la probabilité estimée de se déclarer satisfaite du fonctionnement de la démocratie n'est que de 25 %, contre 85 % parmi les plus satisfaites du processus. Pire, l'ensemble de la population condamne la pratique, puisque la perception d'un *gerrymandering* réduit la légitimité attribuée à la carte, aussi bien chez les Démocrates que chez les Républicains et les indépendants, les auteurs ne détectant en effet aucune différence statistiquement significative entre les trois groupes. Mieux, à carte identique, attribuer le découpage à une commission indépendante plutôt qu'au parti adverse fait chuter la perception d'un biais de 76 % à 52 % chez les démocrates et de 67 % à 44 % chez les républicains, des chiffres qui suggèrent qu'une interdiction généralisée du *gerrymandering* contribuerait à apaiser les tensions partisans et serait l'un des plus puissants leviers de cohésion nationale. D'autre part, sans que cela soit aussi important, le charcutage électoral bouleverse les équilibres politiques locaux. La logique

⁹¹ New York State Assembly, « A11553A: Concurrent Resolution Proposing an Amendment to the Constitution, in Relation to the Independent Redistricting Commission », 1er juin 2026, <https://nyassembly.gov/leg/?Actions=Y&Memo=Y&Text=Y&bn=A11553&term=2025>

⁹² Ryan D. Williamson et Florian Justwan, « Is Gerrymandering Poisoning the Well of Democracy? Evaluating the Relationship between Redistricting and Citizens' Attitudes », *State Politics & Policy Quarterly* 25, no 4 (décembre 2025) : 361–382, <https://www.cambridge.org/core/services/aop-cambridge-core/content/view/412DA405BED4D1E8D428A9B570090048/S1532440025100108a.pdf/is-gerrymandering-poisoning-the-well-of-democracy-evaluating-the-relationship-between-redistricting-and-citizens-attitudes.pdf>

est simple : les circonscriptions changent mais les électeurs ne déménagent pas, c'est pourquoi les élus sortants perdent de leur avantage, comme en témoigne la défaite du représentant Andy Ogles à la primaire républicaine du 6 août 2026 dans le Tennessee. Membre de la frange la plus radicale du Parti républicain, celui-ci avait su surmonter différentes tentatives de le battre du fait de son ancrage local et de la tendance droitière de son district mais le redécoupage récent a été fait de telle sorte que celui-ci était maintenant composé de 82 % d'électeurs nouveaux⁹³ qui ne lui étaient donc pas autant attachés. Ogles a donc subi une sèche défaite, 53 % des votants le désavouant⁹⁴, un précédent qui aura sans doute de quoi inciter les élus à la retenue la prochaine fois que leur parti cherchera à altérer la composition de leur circonscription. En bref, le *gerrymandering* est une entreprise périlleuse dont la démocratie ressort perdante et dont les instigateurs ne sont même pas certains d'en profiter.

Le poids de l'argent est l'autre épée de Damoclès qui plane au-dessus de la politique américaine. Si les contributions sont en principe encadrées et limitées⁹⁵ afin de prévenir toute corruption passive, la réalité du système est bien différente et laisse entrevoir un arrosage généralisé. La *Federal Election Commission* se veut claire : un individu ne peut pas directement donner plus de 3 500 dollars par élection à un même candidat, un plafond qui ne prend toutefois pas en compte les contributions aux partis politiques eux-mêmes. Cependant, depuis les années 70, l'émergence des *Political Action Committees* (PAC) et de leur corollaire, les Super PAC, a permis de contourner l'esprit de la loi. Sans rentrer dans les détails, la Cour suprême a progressivement jugé que les entreprises pouvaient prendre part au jeu

⁹³ David A. Lieb et Kristin M. Hall, « Tennessee Voters Oust Trump-Backed Congressman, Set Fall Matchup for Redrawn Memphis-Area House Seat », Associated Press, 6 août 2026, <https://apnews.com/article/tennessee-primary-election-congress-redistricting-memphis-ad0c23a4d0d5f7464ff2bdbb892b0a3f>

⁹⁴ Associated Press, « Tennessee U.S. House Primary Election Results 2026 », Associated Press, 6 août 2026, <https://apnews.com/projects/elections-2026/tennessee-primary-results-us-house/-5>

⁹⁵ Federal Election Commission, « Contribution Limits », consulté le 27 septembre 2026, <https://www.fec.gov/help-candidates-and-committees/candidate-taking-receipts/contribution-limits/>

politique, une logique qui a atteint son apogée avec l'arrêt *Citizens United*⁹⁶ qui consacre leur liberté d'expression et les autorise à s'organiser pour faire valoir leurs intérêts. Ce faisant, l'arrêt, combiné à *SpeechNow*, a permis l'émergence de comités politiques capables de lever et de dépenser des sommes illimitées pour peser sur le jeu électoral, à condition de rester strictement indépendants des candidats : ce sont les Super PAC⁹⁷. L'argent peut dès lors couler à flots.

Les problèmes inhérents sont nombreux. D'une part, malgré l'indépendance théorique, cela revient de fait à favoriser des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général. En multipliant les contributions à plusieurs millions de dollars, certains individus deviennent de fait des citoyens privilégiés dont les préoccupations passent avant l'intérêt général. Ainsi de Michael Bloomberg dont le véhicule *Stand for New York PAC*⁹⁸ a été déterminant dans le succès de Micah Lasher aux primaires démocrates de la 12e circonscription de l'État de New York. Créé en janvier 2026, ce PAC a dépensé près de 11 millions de dollars provenant exclusivement de Bloomberg en faveur de Lasher avant d'être dissous en juillet. Le fait que celui-ci soit l'ancien collaborateur de celui-là achève de dresser le portrait d'une entente entre amis, sans qu'aucune loi ne soit formellement violée. D'autre part, le système repose sur une hypocrisie évidente. Prétendre que les Super PAC seraient en toutes circonstances indépendants est un jeu de dupes qui a maintes fois montré ses limites. Qui peut décemment croire que MAGA Inc., dont le trésor de guerre s'élève à plus de 400 millions de dollars⁹⁹ et dont le dirigeant n'est autre que ¹⁰⁰James Blair, l'ancien chef de cabinet

⁹⁶ Federal Election Commission, « *Citizens United v. FEC* », consulté le 27 septembre 2026, <https://www.fec.gov/legal-resources/court-cases/citizens-united-v-fec/>

⁹⁷ Federal Election Commission, « Registering as a Super PAC », consulté le 27 septembre 2026, <https://www.fec.gov/help-candidates-and-committees/filing-pac-reports/registering-super-pac/>

⁹⁸ Federal Election Commission, « *Stand for New York PAC: Committee Overview* », consulté le 26 septembre 2026, <https://www.fec.gov/data/committee/C00936591/>

⁹⁹ Federal Election Commission, « *MAGA Inc.: Committee Overview* », consulté le 27 septembre 2026, <https://www.fec.gov/data/committee/C00892471/>

¹⁰⁰ Thomas Beaumont, « Trump Got the Senate Candidates He Wanted. How Much Will He Spend to Help Them? », Associated Press, 3 juillet 2026, <https://apnews.com/article/trump-maga-paxton-cornyn-senate-e31ca3b1c7ad048617f5d73ff54aa8b0>

adjoint de la Maison-Blanche chargé des affaires politiques, n'a aucun lien avec Trump ? Sans qu'il s'agisse d'un schéma sophistiqué, celui-ci n'a qu'à déclarer publiquement son soutien à tel ou tel candidat pour que les fonds affluent en sa faveur. Au-delà de cette suspicion de bon sens, des éléments autrement plus probants permettent de mettre en évidence des cas franchement douteux. Tout récemment, ProPublica¹⁰¹ a ainsi révélé que Scott Reed, le dirigeant du Super PAC soutenant Susan Collins, avait réclamé 500 000 dollars aux responsables de Navatek, une entreprise de défense largement dépendante des contrats fédéraux. Son PDG, Martin Kao, lui verse une première tranche de 150 000 dollars par l'intermédiaire d'une société-écran après s'être assuré que la sénatrice connaîtrait l'origine véritable des fonds et soutiendrait en retour l'attribution de 32 millions de dollars à son entreprise. Informé du montage, Reed répond simplement : « Very smart ». Sept jours après l'encaissement du chèque, l'un de ses subordonnés demande le numéro de Kao en précisant que Collins souhaite personnellement le remercier. Quelques semaines plus tard, celui-ci annonce triomphalement à ses associés que la sénatrice soutiendra les 32 millions espérés et ProPublica a pu établir qu'au moins 10 millions furent effectivement inscrits par le Sénat au budget de 2020. Certes, Collins nie toute entente, aucun membre de son entourage n'a été inculpé et Kao, depuis condamné pour contributions illégales et fraude au programme de prêts PPP, espérait obtenir une réduction de peine. Toujours est-il que les agents du FBI ont confronté son récit à des centaines de milliers de documents avant de demander l'ouverture d'une enquête élargie sur de possibles faits de corruption. Le retour de Trump et la purge de l'unité chargée du dossier ont coupé court à leurs investigations avant que la justice puisse faire toute la lumière sur l'affaire. Pris séparément, chacun de ces éléments pourrait encore être discuté ; mis bout à bout, ils dessinent un faisceau d'indices difficile à balayer. Le mur censé séparer l'élue, son Super PAC et ses donateurs ressemble ici davantage à un rideau derrière lequel

¹⁰¹ William Turton, Avi Asher-Schapiro, Molly Redden et Kirsten Berg, « The FBI Anti-Corruption Squad Was Circling Susan Collins—Until Trump Got in the Way », ProPublica, 22 septembre 2026, <https://www.propublica.org/article/fbi-susan-collins-navatek-campaign-donations-investigation>

chacun semble savoir qui paie, ce qu'il attend et qui doit en être informé. Le FBI indique n'avoir finalement rien trouvé mettant en cause la sénatrice, qui conteste toute irrégularité. Ce genre d'agissement fragilise une fois de plus le système politique du pays en donnant la forte impression que quelques individus s'arrogent les faveurs d'élus puissants au détriment du peuple américain.

Surtout, cette concentration financière profite aujourd'hui largement aux Républicains puisque 16 des 20 plus riches donateurs du pays se sont rangés derrière le GOP¹⁰², un déséquilibre intenable sur le long terme au risque de basculer dans des rapports oligarchiques. Pire, il est même possible de faire des contributions secrètes, ce qui accroît encore les risques de corruption en rendant les enquêtes difficiles. Le *Government Accountability Office*¹⁰³ souligne ainsi qu'il est parfois impossible de remonter l'origine des fonds puisque ceux-ci transitent par une myriade de sociétés écrans qui dissimulent l'identité du propriétaire en dernier ressort, ce qui explique en partie pourquoi la FEC n'a engagé que 23 procédures entre 2010 et 2017 tandis que le délai moyen d'une instruction s'élève à plus d'un an. Au goût amer de l'achat d'élus s'ajoute donc l'odeur sulfureuse de l'impunité, un cocktail qui ne peut qu'empoisonner la démocratie américaine sur le long terme, c'est pourquoi des responsables républicains comme démocrates entendent s'attaquer au problème à la racine, bien que ceux-ci demeurent pour l'instant minoritaires.

Ultime coup de boutoir contre les institutions du pays, la polarisation a atteint un seuil critique qui sape la cohésion nationale. D'une part, les responsables politiques sont de moins en moins enclins à travailler de concert dans l'intérêt du pays. Selon un décompte du *Pew Research*

¹⁰² Ian Hodgson, Alex Rogers, Eva Xiao et Michael Taffe, « US Billionaires Line Up to Bankroll Republicans' Election Push », *Financial Times*, 16 septembre 2026, <https://www.ft.com/content/2285c111-b103-4b04-96c7-fe26a3c04c3e?syn-25a6b1a6=1>

¹⁰³ U.S. Government Accountability Office, Campaign Finance: Federal Framework, Agency Roles and Responsibilities, and Perspectives, GAO-20-66R, <https://www.gao.gov/assets/gao-20-66r.pdf>

Center¹⁰⁴, le nombre d'élus modérés siégeant au Congrès s'est effondré de plus de 160 au début des années 1970 à environ deux douzaines aujourd'hui. Concrètement, cela signifie qu'il n'y a plus qu'une poignée de législateurs prêts à tendre la main au camp d'en face, ce qui explique en partie pourquoi le 118^e Congrès n'a adopté que 274 lois¹⁰⁵, un volume parmi les plus faibles depuis des décennies. Mécaniquement, les problèmes à régler n'ont pas fini de s'accumuler tandis que les États fédérés et l'institution judiciaire viennent combler ce vide, au risque de rendre incohérentes les politiques publiques, voire de les frapper d'illégitimité. D'autre part et au-delà des hiérarques, la population générale est elle aussi affligée des maux de la division. De fait, le tiers du pays croit encore que la victoire de Joe Biden en 2020 était frauduleuse¹⁰⁶, un chiffre maintes fois rabâché mais trop éloquent pour être ignoré. En somme, les Américains ne voient plus ceux avec qui ils ont des désaccords comme des adversaires mais bien comme des ennemis à abattre et auxquels on ne peut absolument rien céder, c'est pourquoi la part des Américains ayant une opinion très défavorable du parti opposé a triplé depuis les années 1990¹⁰⁷. En conséquence, la violence politique prend des proportions terrifiantes tandis que s'installe un climat de suspicion généralisé. Dans ce contexte, la police du Capitole¹⁰⁸ a ouvert près de 15 000 enquêtes pour des menaces envers des élus en 2025 contre seulement 9 500 l'année précédente. En bref, ces éléments laissent entrevoir un pays dont les habitants vivent désormais face à face plutôt que côte à côte. Surtout, le régime démocratique n'a pas pour raison d'être de créer du consensus mais

¹⁰⁴ Drew DeSilver, « The Polarization in Today's Congress Has Roots That Go Back Decades », Pew Research Center, 10 mars 2022, <https://www.pewresearch.org/short-reads/2022/03/10/the-polarization-in-todays-congress-has-roots-that-go-back-decades/>

¹⁰⁵ Philip Wallach, The Woebegone 118th Congress (Washington, DC : American Enterprise Institute, février 2025), <https://www.understandingcongress.org/wp-content/uploads/2025/02/Philip-Wallach-The-Woebegone-118th-Congress-02-2025.pdf>

¹⁰⁶ Monmouth University Polling Institute, « Most Say Fundamental Rights Under Threat », 20 juin 2023, https://www.monmouth.edu/polling-institute/reports/monmouthpoll_us_062023/

¹⁰⁷ Pew Research Center, « As Partisan Hostility Grows, Signs of Frustration With the Two-Party System », 9 août 2022, <https://www.pewresearch.org/politics/2022/08/09/as-partisan-hostility-grows-signs-of-frustration-with-the-two-party-system/>

¹⁰⁸ United States Capitol Police, « USCP Threat Assessment Cases for 2025 », communiqué de presse, 27 janvier 2026, <https://www.uscp.gov/media-center/press-releases/uscp-threat-assessment-cases-2025>

de gérer pacifiquement le dissensus. Il est clair que l'Amérique en est aujourd'hui presque incapable.

Pour couronner le tout, voilà que le pouvoir fédéral, en la personne du président Trump, cherche à empiéter sur les prérogatives des États fédérés en prenant en main l'organisation des élections. Cet interventionnisme est inédit car, si le Congrès peut effectivement encadrer le déroulé des scrutins, il appartient ultimement aux États de les organiser.¹⁰⁹ Cependant, un décret présidentiel du 25 mars 2025 entendait imposer une preuve de citoyenneté, une date limite nationale pour les bulletins postaux et des sanctions financières contre les États récalcitrants, ce qui constitue une violation évidente de la séparation des pouvoirs. Plusieurs juges ont donc bloqué ce décret mais il n'en est pas moins la marque d'une volonté du GOP de contrôler les élections. De là à redouter qu'ils ne cherchent à en altérer la sincérité, il n'y a qu'un pas, c'est pourquoi ces *midterms* sont également l'objet d'une grande vigilance.

En somme, cette analyse dresse le tableau d'une démocratie viciée et à bout de souffle qui ne sait plus gérer le dissensus autrement que par la triche, l'invective, la corruption et l'invisibilisation des dissidents. D'un mot, le *gerrymandering* est à la démocratie américaine ce que la métastase est au cancer ; c'est le symptôme d'un mal profond, la partie émergée de l'iceberg dans lequel fonce l'Oncle Sam à toute allure.

C) UNE NATION INQUIETE

Les thèmes qui ont animé la campagne des *midterms* 2026 sont les miroirs des préoccupations qui traversent le pays et suggèrent qu'une atmosphère décliniste s'est emparée des esprits et des cœurs. Certes, ce sont pour la plupart des marronniers banals mais l'angle à partir duquel ils sont traités est saisissant.

¹⁰⁹ Donald J. Trump, décret présidentiel no 14248, « Preserving and Protecting the Integrity of American Elections », Federal Register 90, no 59 (28 mars 2025) : 14005-14010, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/03/eo-14248.pdf>

L'économie est emblématique de cette logique. Cette problématique écrase toutes les autres préoccupations. *Interrogés en juillet 2026 par le Pew Research Center*¹¹⁰ sur le sujet qu'ils souhaitaient voir abordé en priorité par les candidats au Congrès, 29% des électeurs inscrits ont spontanément évoqué les enjeux économiques, notamment le coût de la vie et le pouvoir d'achat (15%), la situation générale de l'économie (7%) et les impôts (4%). Suivent ensuite l'éthique publique et la réforme des institutions (9%), l'immigration (7%), la santé (5%), puis la politique étrangère et Donald Trump lui-même (4% chacun). Les *midterms* seront donc avant tout l'occasion pour les Américains de se prononcer sur leur situation matérielle. S'il n'y a absolument rien d'étonnant à ce qu'elle figure en tête des enjeux, la situation économique du pays est source d'une angoisse inédite. En effet, il s'agit là du cœur du sentiment de trahison que suscite Trump, précisément car il avait été élu sur la promesse d'un âge d'or dont le bilan est perçu comme mitigé par les électeurs. Certes, les États-Unis ont renoué avec la croissance, notamment grâce aux nouvelles technologies, tandis que le chômage est stable autour de 4%¹¹¹, mais une cascade de signaux faibles suggère que la machine se grippe, d'où l'impression partagée, par une partie de la population, que Trump ne vaut pas mieux que Biden en la matière.

¹¹²Ainsi, pour l'année 2025, la Fed relève que 16 % des Américains n'ont pas payé l'intégralité de leurs factures du mois précédent, que 26 % ont renoncé à des soins pour raison de coût et, surtout, que 23 % des locataires ont été en retard de loyer au moins une fois dans l'année, un indicateur en hausse de six points depuis 2021. Dans ce contexte, à peine un tiers des Américains

¹¹⁰ Andrew Daniller, Andy Cerda, Hannah Hartig et J. Baxter Oliphant, « As the 2026 Midterms Approach, Economy Is Front and Center », Pew Research Center, 23 juillet 2026, <https://www.pewresearch.org/politics/2026/07/23/as-the-2026-midterms-approach-economy-is-front-and-center/>

¹¹¹ U.S. Bureau of Labor Statistics, « The Employment Situation—August 2026 », communiqué de presse no USDL-26-1435, 4 septembre 2026, <https://www.bls.gov/news.release/empsit.nr0.htm>

¹¹² Board of Governors of the Federal Reserve System, « Executive Summary », dans Report on the Economic Well-Being of U.S. Households in 2025, 19 mai 2026, <https://www.federalreserve.gov/publications/2026-economic-well-being-of-us-households-in-2025-executive-summary.htm>

considèrent que le pays va dans la bonne direction¹¹³, une proportion au plus bas depuis l'été 2024 alors que le parti en place était sur le point de se faire évincer. Précision majeure : 73 % des adultes déclarent tout de même s'en sortir au moins correctement financièrement ; c'est donc bien l'état général du pays qui suscite des inquiétudes. Affirmer que l'économie américaine est en lambeaux serait donc excessif mais il est clair que la perception qu'en ont les électeurs est à même de susciter un basculement politique.

Corollaire de cette morosité économique, la question énergétique est plus vivace que jamais. Là-dessus, le marasme est directement imputable aux politiques de Trump, puisque la guerre en Iran en est le facteur déterminant¹¹⁴. Ainsi, le GOP se présente devant les électeurs en étant comptable d'¹¹⁵un prix du gallon d'essence qui atteint 4,36 dollars en moyenne en septembre, ce qui représente une augmentation d'environ 1,19 dollar (+37,6 %) sur un an. Les ménages sont frappés de plein fouet par cette envolée puisque l'essence a représenté à elle seule ¹¹⁶plus du tiers de la hausse mensuelle des prix enregistrée en août, ce qui grève le budget des ménages et affecte l'économie dans son ensemble. Dans certaines zones reculées de l'Alaska, où le sénateur républicain lutte pour sa survie politique, le gallon d'essence s'est même vendu jusqu'à 26 dollars¹¹⁷, des montants tout simplement insoutenables. Surtout, il faut ici rappeler que l'énergie n'aurait pas dû être en tête des préoccupations du pays, que ce thème semblait réglé car les États-Unis avaient amorcé une déflation des prix énergétiques depuis 2023 avant que Trump n'aille s'embourber au Moyen-Orient. La situation

¹¹³ RealClearPolling, « Direction of Country », consulté le 27 septembre 2026, <https://www.realclearpolling.com/polls/state-of-the-union/direction-of-country>

¹¹⁴ Malcolm Moore et Sam Fleming, « Five Ways the Iran Energy Shock Is Wrongfooting the World », Financial Times, 19 septembre 2026, <https://www.ft.com/content/09c2e11c-1632-42e3-8fc6-809468b7f87e?syn-25a6b1a6=1>

¹¹⁵ U.S. Energy Information Administration, « Gasoline and Diesel Fuel Update », consulté le 29 septembre 2026, <https://www.eia.gov/petroleum/gasdiesel/>

¹¹⁶ U.S. Bureau of Labor Statistics, « Consumer Price Index—August 2026 », communiqué de presse no USDL-26-1496, 11 septembre 2026, https://www.bls.gov/news.release/archives/cpi_09112026.htm

¹¹⁷ Alaska Division of Community and Regional Affairs, Alaska Fuel Price Report: Summer 2026, 28 août 2026, <https://www.commerce.alaska.gov/web/Portals/4/pub/Summer%202026%20Alaska%20Fuel%20Price%20Report.pdf>

internationale est donc au menu, au sens où elle empoisonne le quotidien des Américains, alors que le Parti républicain promettait le contraire : une seconde révolution conservatrice donnant la priorité à l'Amérique et non aux enjeux internationaux. En bref, les rangs républicains sont en passe de subir une hémorragie similaire à celle que connaissent les portefeuilles des Américains, d'autant que la situation est loin d'être un choc ponctuel mais semble partie pour s'installer dans la durée.

Enfin, les droits de douane achèvent de mettre en danger la viabilité de nombreuses activités, au premier rang desquelles figure celle des cultivateurs de soja dont regorge le Midwest, normalement solidement acquis au mouvement MAGA. De fait, il semble qu'en dépit des prédictions alarmistes, les fameux tarifs n'aient pas déclenché l'apocalypse et que leur incidence sur les prix à la consommation soit somme toute modérée. En ce sens, le *Congressional Budget Office*¹¹⁸, organe indépendant du pouvoir exécutif, a estimé qu'ils accroîtraient le taux annuel d'inflation d'environ 0,4 point en moyenne en 2025 et 2026. Cependant, les mesures de rétorsion qui ont été prises à l'échelle internationale affectent les producteurs américains, véritables victimes de cette politique, comme en témoignent les cris d'orfraie que l'on entend depuis les fermes de l'Iowa. État ayant voté pour Trump par plus de 10 points il y a deux ans à peine, celui-ci est soudainement devenu compétitif à mesure que les débouchés pour les exportations de soja se sont raréfiés. L'équation est terrible : les exportations américaines de soja vers la Chine se sont effondrées de 26,8 millions de tonnes en 2024 à 7,2 millions en 2025, soit une chute de 73% en un an¹¹⁹. En valeur, elles ont reculé de 12,6 à 3,1 milliards de dollars. Ce trou béant représente un manque à gagner pour les agriculteurs concernés, c'est pourquoi Washington avait

¹¹⁸ Congressional Budget Office, Budgetary and Economic Effects of Increases in Tariffs Implemented Between January 6 and May 13, 2025, 4 juin 2025, <https://www.cbo.gov/publication/61389>

¹¹⁹ Sharon Li, « Fact Check: Are U.S. Soybeans Being Exported to China in Record Numbers? », EconoFact, 27 juillet 2026, <https://econofact.org/factbrief/fact-check-are-u-s-soybeans-being-exported-to-china-in-record-numbers>

débloqué 23 milliards de dollars d'aide en 2018 et 2019¹²⁰ lors de la première vague initiée par Trump pendant son précédent mandat. S'il est pour l'instant hasardeux de chercher à quantifier l'ampleur des dégâts, gageons qu'ils seront au moins équivalents à ceux des précédentes tentatives. Au-delà de la question douanière, c'est tout l'édifice agricole du pays que Trump est en passe d'emporter, c'est pourquoi le *Financial Times* va même jusqu'à décrire la fin de l'hégémonie américaine en la matière¹²¹. Politiquement, le quotidien britannique souligne le risque que cette déchéance représente pour le GOP puisque celui-ci dépend largement des électeurs ruraux. Sans aller jusqu'à y voir les prémices d'une jacquerie, il est clair que ces préoccupations s'exprimeront dans les urnes, sans doute sous la forme d'une sanction.

Dans la même veine, l'immigration constitue un enjeu important, quoique secondaire, de cette campagne. Certes, seuls 7% des électeurs en font le premier déterminant de leur vote mais 38% des Américains considèrent l'immigration clandestine comme une problématique majeure à laquelle les pouvoirs publics doivent s'attaquer. Prioritaire pour 20% des Républicains contre seulement 7% des Démocrates, il s'agit là d'un enjeu qui a su galvaniser la base la plus solide du GOP. Cependant, cette asymétrie semble jouer en défaveur du parti présidentiel pour ce scrutin. D'une part, le bon bilan de Trump en la matière, les interpellations à la frontière sud-ouest ayant été réduites à près de 9 000 en août 2026 contre près de 250 000 au pic de la crise en décembre 2023¹²², n'en fait plus une urgence. D'autre part, le débat s'est désormais déplacé vers le plan domestique à mesure que les ravages de l'ICE n'ont cessé de choquer la population américaine. En effet,

¹²⁰ Government Accountability Office, USDA Market Facilitation Program: Oversight of Future Supplemental Assistance to Farmers Could Be Improved, GAO-22-104259, janvier 2022, <https://www.gao.gov/assets/gao-22-104259.pdf>

¹²¹ Susannah Savage et Michael Pooler, « The Fall of America's Farm Superpower », *Financial Times*, 21 juillet 2026, <https://www.ft.com/content/8aa89209-dc0b-4678-9b6a-01029398b304?syn-25a6b1a6=1>

¹²² U.S. Customs and Border Protection, « Trump Administration Delivers 16 Straight Months of Zero Releases at the Border », communiqué de presse, 16 septembre 2026, <https://www.cbp.gov/newsroom/national-media-release/trump-administration-delivers-16-straight-months-zero-releases>

¹²³selon un décompte de Human Rights Watch, 52 personnes sont décédées sous la garde de l'ICE dans les 500 premiers jours du mandat de Trump, tandis que le taux de mortalité en détention a augmenté de 140 % au cours de la première année. Arrestations sans mandat, détention de personnes sans antécédents criminels et restriction de l'immigration légale sont donc autant d'éléments qui expliquent pourquoi l'élection ne porte désormais plus seulement sur la nécessité de contrôler les entrées, largement admise, mais sur l'étendue et les méthodes de la campagne d'expulsions, c'est pourquoi 54% des électeurs inscrits désapprouvaient en avril 2026 la gestion de l'immigration par l'administration Trump¹²⁴. Ainsi, ce qui était un avantage républicain est rapidement devenu une vulnérabilité dont les Démocrates ne manquent pas de s'emparer.

Dans ce second mandat de Donald Trump, l'éthique publique et la probité des élus constituent également un enjeu. De fait, les parlementaires qui accèdent à des fonctions dirigeantes réalisent des performances boursières supérieures jusqu'à 47 points par an à celles de leurs pairs¹²⁵ tandis que les cas de corruption d'élus ne manquent pas, comme en témoigne la condamnation de l'ancien sénateur Bob Menendez à 11 ans de réclusion en 2025 pour avoir monnayé ses services¹²⁶. Dans ce contexte, les initiatives citoyennes se multiplient pour contraindre les élus à ne plus détenir de titres boursiers et contrecarrer l'influence des PAC, à l'instar du *Political Integrity*

¹²³ Human Rights Watch et Physicians for Human Rights, *Dying in Detention: Rising Deaths in an Expanding US Immigration Detention System*, 25 juin 2026, <https://www.hrw.org/report/2026/06/25/dying-in-detention/rising-deaths-in-an-expanding-us-immigration-detention-system>

¹²⁴ Joseph Copeland et Alexandra Cahn, « About Half of Americans Continue to Say Trump Administration Is Doing 'Too Much' on Deportations », Pew Research Center, 4 mai 2026, <https://www.pewresearch.org/short-reads/2026/05/04/about-half-of-americans-continue-to-say-trump-administration-is-doing-too-much-on-deportations/>

¹²⁵ Shang-Jin Wei et Yifan Zhou, « "Captain Gains" on Capitol Hill », NBER Working Paper no 34524 (Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research, novembre 2025), https://www.nber.org/system/files/working_papers/w34524/w34524.pdf

¹²⁶ U.S. Attorney's Office for the Southern District of New York, « Former U.S. Senator Robert Menendez Sentenced to 11 Years in Prison for Bribery, Foreign Agent, and Obstruction Offenses », communiqué de presse no 25-023, 29 janvier 2025, <https://www.justice.gov/usao-sdny/pr/former-us-senator-robert-menendez-sentenced-11-years-prison-bribery-foreign-agent-and>

*Project*¹²⁷ qui s'est fait connaître sur Instagram avant d'essaimer dans les hautes sphères de Washington, *tant et si bien que 11 élus et 263 candidats ont signé son Political Integrity pledge. Précisons tout de même que la pratique du délit d'initié* ne se limite pas aux élus républicains. L'ancienne *speaker* de la Chambre des représentants, la démocrate Nancy Pelosi, a été accusée par ses adversaires de délit d'initié avec sa famille. Concrètement, les républicains accusent Pelosi de partager des informations, dont elle dispose en tant qu'élue, avec sa famille pour leur donner un avantage dans les transactions boursières. De 2022 à 2025, Pelosi a déclaré un volume de transactions de 56,9 millions de dollars. La famille Pelosi a amassé tellement d'argent grâce à la bourse que des *traders* ont créé des suivis de leurs investissements : les *Pelosi Tracker*¹²⁸. En somme, les Américains en ont assez des arrangements dignes des pires républiques bananières et entendent donc restaurer l'intégrité de leurs élus, bien que la tâche soit loin d'être aisée.

Plus bombe à retardement qu'enjeu saillant, la santé s'invite tout de même dans les débats. Il s'agit là d'une conséquence immédiate de la *One Big Beautiful Bill* adoptée en 2025 : les acquis de l'Obamacare n'ont jamais été aussi fragiles.¹²⁹ Selon le Congressional Budget Office, 10 millions de personnes supplémentaires seront sans assurance maladie d'ici 2034 tandis que les dépenses fédérales de santé devraient baisser de 1 100 milliards de dollars sur dix ans. Une fois de plus, le GOP s'en prend à ses électeurs les plus fidèles puisque ce sont bien les zones reculées qui seront les premières à tomber alors que plus de 700 hôpitaux ruraux étaient déjà menacés de faillite à moyen terme¹³⁰. Les Américains ne sont pas au point où des factures

¹²⁷ Political Integrity Project, « Join the Movement », consulté le 29 septembre 2026, <https://politicalintegrity.us>

¹²⁸ Annie Karnie. Pelosi Resisted Stock-Trading Ban as Wealth Grew, Fueling Suspicion. New York Times. 2025. <https://www.nytimes.com/2025/12/15/us/politics/pelosi-stock-trading-ban.html>

¹²⁹ Congressional Research Service, Health Provisions in P.L. 119-21, the FY2025 Reconciliation Law, rapport no R48633, 18 août 2025, https://www.congress.gov/crs_external_products/R/PDF/R48633/R48633.2.pdf

¹³⁰ Center for Healthcare Quality and Payment Reform, Rural Hospitals at Risk of Closing, juillet 2026, https://ruralhospitals.chqpr.org/downloads/Rural_Hospitals_at_Risk_of_Closing.pdf

médicales mirobolantes les pousseraient à renverser la table mais le sujet préoccupe les esprits.

Invités de dernière minute, l'IA et les data centers sont désormais au centre du jeu. Cette polarisation se déploie sur plusieurs fronts. D'abord, les data centers pèsent bien trop lourd sur la consommation électrique générale pour être ignorés. D'ici 2030, les centres de données pourraient représenter jusqu'à 9 % de la consommation électrique du pays¹³¹ tandis que des conglomérats émergent pour répondre à cette demande sans que cette réduction de la concurrence soit nécessairement dans l'intérêt du contribuable, à l'instar du projet de fusion entre NextEra et Dominion, annoncé en mai 2026, qui concernerait 10 millions de clients¹³². Dès lors, il est assez peu surprenant que la grogne monte pour imposer aux entreprises de l'IA un fardeau équivalent à leur gourmandise, comme en témoigne la proposition du sénateur démocrate Adam Schiff de faire payer l'intégralité de leur coût de raccordement aux data centers concernés¹³³. Ensuite, le sujet s'est imposé lorsque Trump a choisi d'en faire une priorité fédérale. Alors que les déclarations alarmantes se multiplient, celui-ci a en effet choisi de redoubler d'optimisme en soutenant que le gouvernement n'interviendrait pas pour freiner le développement de l'IA¹³⁴, notamment par crainte que cela laisse le champ libre à la Chine. La nature ayant horreur du vide, les Démocrates s'en sont donc saisis pour s'ériger en champions d'un meilleur contrôle de l'IA afin de répondre aux inquiétudes apocalyptiques qu'elle

¹³¹ Sarah J. Smith et al., United States Data Center Energy Usage Report: 2025 Update, rapport no LBNL-2001758 (Berkeley, CA : Lawrence Berkeley National Laboratory, juin 2026), <https://eta.lbl.gov/publications/united-states-data-center-energy-2025>

¹³² James Fontanella-Khan et Oliver Barnes, « NextEra Strikes Megadeal with Dominion to Create \$420bn US Utility », Financial Times, 18 mai 2026, <https://www.ft.com/content/a17f615a-cf05-4079-92a8-a8ab6370ae98?syn-25a6b1a6=1>

¹³³ Office of U.S. Senator Adam Schiff, « Sen. Schiff Unveils Major Legislation to Ensure Fair and Affordable Energy Costs for Americans Amid Data Center Buildouts », communiqué de presse, 18 mai 2026, <https://www.schiff.senate.gov/news/press-releases/news-sen-schiff-unveils-major-legislation-to-ensure-fair-and-affordable-energy-costs-for-americans-amid-data-center-buildouts/>

¹³⁴ Donald J. Trump, décret présidentiel no 14318, « Accelerating Federal Permitting of Data Center Infrastructure », 23 juillet 2025, <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/07/accelerating-federal-permitting-of-data-center-infrastructure/?query=11-page=75>

semble susciter. En somme, l'IA fait partie de ces sujets clivants qui nourrissent une campagne car ils permettent de mettre en scène une opposition féroce, en l'occurrence entre une classe techno-optimiste et une masse qui redoute son déclassement, un affrontement qui atteindra sa maturité pour l'élection présidentielle de 2028.

En définitive, ces *midterms* se jouent sur des thèmes concrets, au plus proche des préoccupations quotidiennes du peuple américain, et laissent peu de place aux enjeux culturels qui dominaient il y a à peine dix ans.

III) ÉLECTIONS ET FORCES EN PRESENCE

A) LES ÉTATS CLES

Le 3 novembre, les Américains iront donc voter dans deux élections et, pour ceux vivant dans l'un des 36 États où se tiennent les gubernatoriales, ils voteront dans trois élections. Ces trois échéances ont chacune leur importance. Les élections pour le Sénat et la Chambre des représentants détermineront le degré de rapport de force du contre-pouvoir législatif vis-à-vis de l'exécutif. Concrètement, si le Parti républicain garde sa majorité au Sénat et à la Chambre des représentants, l'administration Trump pourra dérouler son agenda politique pour encore deux ans et Donald Trump confirmera son statut de figure la plus puissante de la politique américaine. Toutefois, si le Parti démocrate remporte une majorité dans les deux ou l'une des deux chambres, un rapport de force s'installera et ce contre-pouvoir législatif entravera la mise en œuvre de la politique MAGA jusqu'en 2028. Le chef de file démocrate de la Chambre des représentants, Hakeem Jeffries, a déjà affirmé qu'en cas de victoire démocrate, il y aurait immédiatement des

investigations sur la corruption de l'administration Trump¹³⁵. Comme nous l'expliquions précédemment, le Sénat américain dispose d'un pouvoir législatif (voter les lois, amender le budget fédéral), de nomination et de ratification (valider les nominations présidentielles des juges de la Cour suprême, des membres du cabinet, des ambassadeurs, etc. ainsi que les traités internationaux conclus par le président) et d'un pouvoir juridictionnel (juger les procédures d'impeachment) et d'enquête (les fameuses commissions sénatoriales, ou Senate committees). La Chambre des représentants dispose également d'un pouvoir législatif (passer et amender les lois), de contrôle (voter le budget fédéral et surveiller les agences gouvernementales) et de pouvoirs exclusifs (initier des lois portant sur le budget fédéral américain, initier la procédure d'*impeachment* et le pouvoir d'élire le président américain si aucun candidat n'obtient une majorité absolue). Enfin, les gubernatoriales dans 36 États américains conditionneront la politique locale mais également le rapport de force qu'entreprendra le gouverneur avec la Maison-Blanche. Si le Parti républicain remporte des sièges de gouverneurs, cela permettra à l'administration MAGA d'influencer la politique locale, notamment en lien avec le contrôle du processus électoral, puisque c'est le gouverneur qui a le pouvoir de certifier une élection par sa signature. Disposer d'un maximum de gouverneurs républicains permettra également à Donald Trump d'exercer une influence politique. En revanche, si le Parti démocrate réussit à s'imposer dans les gubernatoriales, l'administration MAGA devra faire face à des contre-pouvoirs au niveau local, comme l'illustrent les bras de fer récurrents entre le gouverneur de Californie Gavin Newsom et Donald Trump.

Ainsi, les États clés pour les élections de mi-mandat 2026 sont les suivants :

1. Le Sénat : Maine, Texas, Michigan, Minnesota, New Hampshire, Iowa, Ohio (élection partielle), Nebraska et Alaska, ainsi que la Caroline du Nord, la Géorgie et le Kansas, où le forecast du Millénaire voit toutefois un favori net.

¹³⁵ Paletta, D. Davis, M. (2026). Top Democrat Targets Supreme Court for Changes. The Wall Street Journal. <https://www.wsj.com/politics/policy/top-democrat-targets-supreme-court-for-changes-60b455ad?mod=djemPolitics>

Les républicains détiennent actuellement 53 sièges au Sénat. Pour que les démocrates reprennent le contrôle de la chambre, ils ont besoin de remporter des sièges dans quatre États tout en conservant les leurs les plus menacés. Au minimum ils devraient remporter 51 sièges, car dans un Sénat à égalité (50-50), le vice-président JD Vance aurait une voix en faveur des républicains (*tie-breaking vote*). Cinq courses au Sénat, parmi les plus disputées, se déroulent dans des États remportés par Trump en 2024 avec un écart à deux chiffres (Alaska, Iowa, Kansas, Ohio et Texas). Cela veut dire que pour remporter le Sénat, les démocrates doivent s'imposer sur le terrain des républicains¹³⁶. L'avantage du Parti démocrate est la tradition selon laquelle le parti au pouvoir perd des sièges lors des élections de mi-mandat.

2. **La Chambre des représentants** : Iowa 1, Iowa 2, Wisconsin 3, Texas 23, Texas 34, Texas 35, Floride 9, Floride 22, Caroline du Nord 1, Caroline du Nord 11, Virginie 1, Pennsylvanie 10, Pennsylvanie 8, New York 17, Michigan 7, Michigan 4, Michigan 10, Arizona 1, Colorado 8.

Comme nous l'avons expliqué précédemment, dans le cadre des *midterms* de 2026, les démocrates tentent de reconquérir une majorité. Il leur suffit de remporter trois sièges pour reprendre la Chambre des représentants (il faut 218 sièges pour une majorité) et quatre pour reprendre le Sénat (il faut 51 sièges pour une majorité).¹³⁷ En revanche, les républicains ne peuvent perdre que deux sièges au maximum pour conserver la majorité à la Chambre, et trois au Sénat grâce à la voix prépondérante du vice-président.

3. Les gubernatoriales : Wisconsin, Iowa, Oregon, Colorado, Ohio, Géorgie, Nevada et Alaska.

¹³⁶ Taheri, M. (2026). Democrats Lead Republicans in 5 States Trump Won by Double Digits: Map. Newsweek. <https://www.newsweek.com/democrats-lead-republicans-in-5-states-trump-won-by-double-digits-map-12382151>

¹³⁷ Ballotpedia. (2026). United States Congress elections, 2026. https://ballotpedia.org/United_States_Congress_elections,_2026
Ballotpedia. (2026). United States Senate elections, 2026. https://ballotpedia.org/United_States_Senate_elections,_2026

La question qui se pose dorénavant est la suivante : pourquoi ces États sont-ils considérés comme clés et pas d'autres ? Une multitude de facteurs expliquent cela et ils évoluent en fonction du contexte propre à l'État en question.

Un premier facteur est lié au processus de *gerrymandering*. Comme nous l'avons abordé plus haut, depuis son retour au pouvoir en janvier 2025, l'administration Trump s'est adonnée à une bataille féroce de redécoupage électoral afin de favoriser la victoire de candidats républicains dans les États clés. En réaction, les démocrates ont également procédé à des découpages électoraux dans les États où ils sont au pouvoir, comme en Californie par exemple. En effet, habituellement les États américains redéfinissent le découpage des circonscriptions électorales tous les dix ans car les circonscriptions doivent avoir une population égale entre elles. Toutefois, certains États ont commencé à procéder à ce redécoupage en cours de mandat (avant le délai de 10 ans) afin de procurer un avantage politique à un parti en particulier¹³⁸. Ce découpage électoral a eu pour conséquence de favoriser la bascule de districts autrefois solidement ancrés républicains ou démocrates dans le camp adverse. Dans le district 9 de Floride, le candidat démocrate sortant Darren Soto doit, par exemple, faire face à une élection difficile du fait que les républicains ont initié un redécoupage électoral. Cela a eu pour conséquence d'englober, dans un district historiquement fortement portoricain et démocrate, des populations votant davantage républicain. Un autre exemple est celui du 1^{er} district de Caroline du Nord où Don Davis, le candidat démocrate sortant, doit affronter les conséquences d'un redécoupage électoral.

Un deuxième facteur porte sur le profil des candidats qui font office de repoussoir. Dans le 23^e district du Texas, le candidat du Parti républicain

¹³⁸ Harvard Kennedy School. (2026). Explainer: What's happening with gerrymandering in the United States—and who will “win” the redistricting battle?. <https://www.hks.harvard.edu/faculty-research/policy-topics/democracy-governance/explainer-whats-happening-gerrymandering-united>

Brandon Herrera divise dans un État qui penche de plus en plus démocrate. Déjà par son parcours professionnel, il est entrepreneur du secteur des armes à feu et créateur de contenu connu sous le nom de “*The AK Guy*”. Ensuite, par des vidéos contenant des références au nazisme et à la Shoah, ainsi que des propos sexistes, qui ont ressurgi. Dans le même État mais pour la course sénatoriale, c’est le candidat républicain Ken Paxton qui divise, à la suite d’une polémique selon laquelle il aurait volé, en 2012, un stylo valant 1 000 dollars¹³⁹. Dans le 11^{ème} district de Caroline du Nord, c’est également Jennifer Balkcom, candidate du Parti républicain, qui a dû remplacer son prédécesseur, Chuck Edwards, qui s’est brusquement retiré de la course début août après un rapport d’éthique.

Un troisième facteur est lié aux évolutions démographiques qui font basculer les États. Bien que la population musulmane du Michigan soit estimée à seulement 2-3%, c’est un facteur non négligeable dans¹⁴⁰l’émergence du candidat démocrate d’origine égyptienne Abdul El-Sayed. Le 7^e district de Pennsylvanie est quant à lui un exemple de l’importance croissante de la population hispanique. Elle est estimée à 19 à 23 % de la population du district ; en conséquence, la campagne du démocrate Bob Brooks s’est alliée à Voto Latino (une ONG encourageant les Latinos à voter), pour mobiliser cet électorat en sa faveur¹⁴¹. Même principe dans le 8^e district du Colorado où le Parti démocrate espère faire basculer ce district républicain. Le district compte près de 40 % d’Hispaniques que le candidat démocrate Manny Rutinel tente de convaincre¹⁴².

¹³⁹ Ken Paxton. (2026). Ballotpedia. https://ballotpedia.org/Ken_Paxton

¹⁴⁰ Schmad, R. (2026). El-Sayed’s liberal agenda clashes with Muslim voters who back him anyway: ‘Male version’ of Ilhan Omar. Fox news. <https://www.foxnews.com/politics/el-sayed-liberal-agenda-clashes-muslim-voters-who-back-him-anyway-male-version-ilhan-omar>

¹⁴¹ NBC Philadelphia. Economy takes focus as candidates court Latino voters in Lehigh Valley. <https://www.nbcphiladelphia.com/news/local/economy-takes-focus-as-candidates-court-latino-voters-in-lehigh-valley/4457504/>

Voto Latino. (2026). Facebook. <https://www.facebook.com/reel/1958261568911671>

¹⁴² Solomon, R. Kim, C. (2026). In Colorado’s 8th Congressional District, Hispanic voters will decide one of the most competitive races in the U.S. CPR News. <https://www.cpr.org/2026/06/29/hispanic-voters-colorado-8th-congressional-district/>

Un quatrième paramètre est celui des conséquences de la politique menée par Donald Trump. D'abord sur la situation économique. Comme nous l'expliquons plus haut, Donald Trump a été élu sur la promesse d'insuffler un retour au *Golden Age of America*, or pour ce qui est de la réalité de la vie économique des Américains, cela ne semble pas se concrétiser. Le prix élevé de l'essence est l'indicateur à suivre et *en septembre 2026 il atteint une moyenne nationale de 4,48 dollars par gallon*. En effet, la difficulté économique des Américains se répercute sur le Parti républicain, qui est tenu comme responsable. Dans le 1er district de l'Iowa, le siège de Mariannette Miller-Meeks est gravement menacé à cause du prix élevé de l'essence. Même constat pour la course sénatoriale dans l'Iowa : bien qu'Ashley Hinson soit soutenue par Donald Trump, elle a publiquement admis que les tarifs douaniers aggravent la pression économique sur les familles de l'Iowa et surtout les agriculteurs. Au Kansas, le sénateur républicain sortant Roger Marshall fait face à une réélection compliquée. Pour se démarquer, il a pris publiquement ses distances avec certaines menaces de Donald Trump, notamment celle d'interdire les ventes aux États-Unis du constructeur aéronautique canadien Bombardier, qui emploie plus de 1 200 personnes dans le Kansas. **Puis, la guerre en Iran initiée par Donald Trump en 2026 est une autre source de mécontentement.** Cette dernière a fait effet de cataclysme au sein de la coalition électorale qui a porté Trump au pouvoir en 2024.¹⁴³ Dans l'Ohio, le sénateur républicain Jon Husted, nommé en janvier 2025 pour succéder à JD Vance et candidat à l'élection partielle, a pris ses distances avec l'administration Trump en affirmant que « la guerre doit prendre fin le plus rapidement possible » afin de faire baisser les prix de l'essence. **De plus, la construction des** centres de données (data centers) et une politique volontariste dans le secteur de l'IA divisent **les populations locales.** Dans le 17e district de New York, Michael Lawler, candidat républicain à sa réélection, fait face à la démocrate Cait Conley qui a fait de la construction des centres de données un argument de campagne contre le Parti républicain. Dans le 7e district du Michigan, c'est

¹⁴³ John Husted for Senate. (2026). <https://www.jonhustedforsenate.com/news/> Politico. (2026). Sen. Jon Husted: Iran war 'needs to come to an end as quickly as possible'. <https://www.politico.com/news/2026/09/22/jon-husted-iran-war-quick-end-trump-01088614>

le démocrate William Lawrence, ancien membre des Democratic Socialists of America, qui en fait également un argument de campagne en affirmant qu'il œuvrerait pour un moratoire national sur la construction des centres de données. **Enfin, la lutte contre la supposée corruption de l'administration Trump est un argument qui mobilise.** Les démocrates, tels que Rebecca Cooke, dans le 3e district du Wisconsin,, en ont par exemple fait un thème de campagne.

Un cinquième facteur est lié à la dynamique du Parti démocrate. Au Texas, James Talarico en est l'illustration par excellence, avec son profil de démocrate portant un projet populiste qui mobilise à la fois ¹⁴⁴les cols bleus et les modérés. En Alaska, la candidate démocrate au Sénat Mary Peltola dispose d'une aura inégalée auprès des communautés autochtones du fait de son profil d'ancienne juge tribale. En Caroline du Nord, c'est le candidat démocrate au Sénat Roy Cooper qui, avec son profil d'ancien gouverneur, présent dans le paysage depuis les années 1980, rend la vie difficile aux républicains.

Précisons que l'ensemble des facteurs décrits ci-dessus n'explique pas de manière exhaustive qu'un État soit clé ou non. Il s'agit plutôt d'indicateurs permettant de comprendre pourquoi une élection est serrée dans un État et pas dans un autre.

B) LA STRATEGIE AU SEIN DU PARTI REPUBLICAIN POUR REMPORTER LES ELECTIONS DE MI-MANDAT 2026

Nous l'avions déjà abordé en introduction, mais la dynamique du Parti républicain n'est pas idéale. Le 3 novembre, le GOP aura besoin du soutien de la base MAGA mais aussi d'électeurs ne faisant pas partie de la base du président Trump, dont beaucoup sont profondément mécontents de la

¹⁴⁴ James Talarico. (2026). Ballotpedia. https://ballotpedia.org/James_Talarico

situation économique et de la guerre contre l'Iran. De plus, la nouvelle vulnérabilité de Trump en 2026 semble être celle des électeurs blancs issus de la classe ouvrière. Une analyse des données des sondages par le *New York Times* en juin 2026 révèle un revirement parmi les électeurs blancs issus de la classe ouvrière concernant la gestion de l'économie par le président. Le célèbre journal américain rapporte que 44 % des électeurs blancs n'ayant pas obtenu de diplôme universitaire ont déclaré qu'ils étaient plus enclins à voter pour un candidat démocrate au Congrès en novembre 2026. Or, ils n'étaient que 30 % à la veille des élections de mi-mandat de 2018¹⁴⁵. Ces élections de mi-mandat vont également tester la fidélité de l'électorat hispanique. Ces derniers avaient voté pour de la fermeté en termes d'immigration et de sécurité et pas pour que l'ICE aille molester des individus. D'autant plus qu'il n'y a pas seulement la base qui se fissure, mais aussi la machine médiatique MAGA avec des influenceurs de droite qui s'opposent entre fervents défenseurs du 47^e président et les déçus¹⁴⁶. Malgré ces facteurs alarmants pour l'administration MAGA, un paradoxe semble se dessiner sous ce deuxième mandat de Donald Trump. En effet, comme nous l'avons analysé dans le chapitre I, Trump exerce toujours une emprise de fer sur ses partisans les plus fidèles, alors même que sa popularité générale est en baisse¹⁴⁷. La question que nous nous posons est donc la suivante : quelle stratégie va-t-il adopter pour mobiliser sa base et attirer l'électorat modéré ?

Un premier volet de la stratégie républicaine pour gagner les élections de mi-mandat est de présenter le Parti démocrate comme fou et dont les rangs sont remplis d'extrémistes communistes. En effet, depuis la fin de l'été, nous avons noté une accélération, de la part de l'administration Trump, d'allusions liées au danger du communisme aux États-Unis d'Amérique. Le mercredi 23 septembre 2026, l'administration Trump a, par exemple, lancé

¹⁴⁵ Cohn, N. (2026, 13 juin). Trump's big new vulnerability in 2026: Blue-collar White voters. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2026/06/13/us/politics/trump-white-working-class-voters-economy.html>

¹⁴⁶ Thompson, S. A. (2026, 31 juillet). The MAGA media machine is fracturing. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2026/07/31/us/politics/trump-iran-economy-media-critics.html>

¹⁴⁷ Kilgore, E. (2026). Polls show Trump's MAGA base is all he has left. *Intelligencer*. <https://nymag.com/intelligencer/article/polls-show-trumps-maga-base-is-all-he-has-left.html>

une nouvelle campagne télévisée mettant en scène le président Donald Trump dénonçant le communisme et le socialisme¹⁴⁸. De plus, l'état-major MAGA profite de la montée de l'aile gauche du Parti démocrate pour mettre en garde contre de potentielles mesures anticapitalistes et contraires à la liberté s'ils gagnent les élections. À l'image de JD Vance qui a tenu les propos suivants :

« Les élections de mi-mandat nous placent devant un choix très clair : la folie ou le bon sens. Les démocrates se battent pour ouvrir nos frontières, augmenter vos impôts et laisser les criminels sévir en toute impunité dans nos rues. Les républicains se battent pour une Amérique dont nous pouvons tous être fiers »¹⁴⁹.

Une deuxième partie de la stratégie est de constamment rappeler le désastreux mandat de Joe Biden. Comme l'a souligné *The Sacramento Bee* le 22 septembre 2026, Trump avait mentionné Joe Biden près de 900 fois depuis janvier 2026 (en moyenne trois fois par jour). Cette stratégie vise à maintenir l'attention des électeurs sur le passé plutôt que sur la faible cote de popularité de l'administration actuelle¹⁵⁰.

Le troisième volet de la stratégie républicaine est de mobiliser l'importante trésorerie dont disposent les républicains, notamment à travers les super PAC. En effet, le super PAC MAGA Inc affichait fin août un total de 415,8 millions de dollars de liquidités. Donald Trump a déclaré vouloir mobiliser 400 à 500 millions de dollars de MAGA Inc. pour aider les

¹⁴⁸ Green, E. (2026). Trump administration launches pro-Trump TV ad ahead of midterms. Politico. <https://www.politico.com/news/2026/09/24/trump-administration-midterm-tv-ads-01091499>

¹⁴⁹ Vance, J. D. [@JDVance]. (2026). The midterm elections present a very clear choice: crazy vs common sense. Democrats are fighting to open our borders, raise your taxes, and allow criminals to roam free on our streets. Republicans are fighting for an America we can all be proud of. [Post]. X. <https://x.com/jdvance/status/209566204626824850>

¹⁵⁰ Erickson, B., Holland, S., & Sullivan, A. (2026, 21 septembre). *Trump's favorite 2026 campaign target is Biden: nearly 900 mentions and counting*. Sacramento Bee. <https://www.sacbee.com/news/nation-world/world/article317320594.html>

candidats à travers le pays¹⁵¹. De son côté, Elon Musk a déjà injecté au 12 octobre 2026, 276 millions de dollars dans les *midterms* afin de permettre aux républicains de garder la majorité au sénat.¹⁵²

La quatrième approche est de personnifier l'élection autour de Donald Trump. Donald Trump est la personnalité conservatrice qui a réussi à fédérer autour de lui une coalition d'électeurs hétérogènes (ouvriers blancs, jeunes, Hispaniques, etc.) afin de reprendre la Maison-Blanche en 2024. Par conséquent, ce dernier parie une nouvelle fois sur sa personne pour les élections de mi-mandat 2026. Il a, lors d'un meeting en Caroline du Sud, déclaré vouloir que les électeurs fassent comme si son nom figurait sur le bulletin de vote le 3 novembre prochain.

Un cinquième volet de la stratégie républicaine est d'occuper l'espace médiatique sur des sujets sur lesquels le Parti républicain est reconnu comme crédible, notamment sur l'immigration. Entre janvier et juin 2026, les républicains et les organisations qui les soutiennent avaient déjà diffusé près de 300 publicités à l'échelle nationale qui font référence à l'immigration¹⁵³. C'est une stratégie d'autant plus nécessaire que Trump a besoin de faire oublier certaines mesures jugées comme inutiles et pénalisant la crédibilité des candidats, comme le décret visant à rebaptiser le lac Ontario en « lac Amérique »¹⁵⁴.

¹⁵¹ Fountain, L. (2026). *Much of Trump's promised midterm election spending has yet to surface, new filing shows*. CNBC. <https://www.cnn.com/2026/09/21/trump-maga-midterm-spending-war-chest.html>

¹⁵² Leary, A., Linskey, A., & Mattioli, D. (2026, 13 août). *How Trump and Elon Musk rekindled their relationship*. The Wall Street Journal. <https://www.wsj.com/politics/trump-elon-musk-relationship-d4b57ce6>

Schleifer, T. (2026). *Inside Elon Musk's \$276 Million Midterm Rescue Mission for Republicans*. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2026/10/12/us/politics/elon-musk-midterms.html>

¹⁵³ Bustillo, X. (2026, 17 juillet). *Republican campaigns see immigration as a winning issue for midterms*. KPBS Public Media. <https://www.kpbs.org/news/politics/2026/07/17/republican-campaigns-see-immigration-as-a-winning-issue-for-midterms>

¹⁵⁴ Davis, M. (2026). *On the Shores of Trump's Lake America, It's Still Lake Ontario*. The Wall Street Journal. <https://www.wsj.com/us-news/on-the-shores-of-trumps-lake-america-its-still-lake-ontario-582333ab>

Le sixième volet de la stratégie républicaine pour gagner les élections de mi-mandat aura été d'organiser à Dallas la première convention de mi-mandat de l'histoire du Parti républicain. L'objectif de la convention est d'afficher un GOP uni entre les candidats, l'état-major et les donateurs. Le vice-président JD Vance, plusieurs des principaux dirigeants républicains de la Chambre des représentants et du Sénat tels que Mike Johnson, et le chef de la majorité au Sénat, John Thune se sont exprimés. L'objectif était aussi de susciter l'enthousiasme des partisans du mouvement MAGA, qui ont tendance à se rendre aux urnes lors des élections présidentielles, mais moins lors des élections de mi-mandat. Lors de cette convention, Donald Trump a par ailleurs promis qu'en cas de victoire républicaine à la Chambre et au Sénat, il verserait à chaque citoyen adulte des États-Unis d'Amérique un dividende de 5 000 dollars. C'est un engagement risqué sachant que pour 245 millions d'Américains âgés de 18 ans et plus, cela représenterait un coût d'environ 1 200 milliards de dollars pour un budget fédéral avoisinant les 7 000 milliards de dollars.

Regardons maintenant ce qu'il en est de la stratégie du Parti démocrate.

C) LES DEMOCRATES EN ORDRE DE BATAILLE

Tout est sur la table pour les Démocrates. Après une bonne année de léthargie passée à panser les plaies de la défaite de 2024, le parti semble être sur une dynamique de campagne électorale plutôt favorable dans le cadre des *midterms* 2026. Certes, parler du « parti » comme d'un bloc monolithique est quelque peu trompeur. À rebours du Parti républicain, homogènement uni par la figure charismatique de Donald Trump, les Démocrates sont divisés. De la santé à l'immigration en passant par l'attitude vis-à-vis d'Israël, rien ne semble à même de les mettre d'accord. Seulement voilà : l'époque ne leur laisse pas le choix. Nombre de leurs électeurs sont authentiquement convaincus que le locataire de la Maison-Blanche cherche à confisquer le pouvoir et ils attendent donc de leurs élus un minimum de combativité et de coordination. Malgré leurs divergences,

chacune des sensibilités qui coexistent au sein du parti est donc prête à enterrer la hache de guerre pour faire face à l'adversaire commun. Il faut dire que le GOP les a largement aidés dans cette entreprise puisque ses errements sur la scène nationale en font un parfait bouc émissaire, tant et si bien que même les terres les plus rouges du pays ne sont plus hors de portée. Par conséquent, le désavantage que représentait la désunion idéologique entre démocrates centristes et démocrates socialistes a en quelque sorte été momentanément comblé par l'impopularité de l'administration Trump, qui confère au Démocrates une dynamique de campagne favorable.

Pour analyser une stratégie, il est souvent pertinent d'observer ses mutations à travers le temps. En 2026, les Démocrates revêtent des habits neufs, ce qui signifie qu'ils ont remisé leurs anciennes chemises. D'une part, il n'est plus question de marteler à tout va que Trump a privé les Américaines du droit à l'avortement au niveau fédéral. Cette rhétorique n'a pas survécu à 2024, tout simplement car elle n'a pas permis aux Démocrates de gagner des voix, y compris auprès d'un public sensible à ces questions. De fait, l'Arizona a bel et bien sacralisé le droit à l'avortement en l'inscrivant dans sa Constitution avec 62 % des suffrages tandis que Trump s'imposait sur le même bulletin avec 52 % des voix¹⁵⁵. La cause des droits reproductifs a le vent en poupe mais elle n'est pas porteuse électoralement. Le contrôle des armes à feu et la lutte contre le racisme, deux autres marronniers des campagnes Démocrates, ont subi le même sort. D'autre part, le parti assume désormais ses anciennes erreurs, ce qui suggère que son travail d'introspection est arrivé à maturité. Voir la représentante Alexandria Ocasio-Cortez, parangon des DSA, admettre que « Woke 1.0 was crazy »¹⁵⁶ relève d'un sens politique certain. Sans renoncer à ses convictions de gauche, celle-ci reconnaît les erreurs de sa stratégie. De fait, il ne sert à rien de s'entêter dans le progressisme culturel alors que 66 % des Américains souhaitent que les sportifs concourent dans des catégories correspondant à leur sexe de

¹⁵⁵ Arizona Secretary of State, State of Arizona Official Canvass: 2024 General Election, November 5, 2024, 2 décembre 2024, https://apps.azsos.gov/election/2024/ge/canvass/20241105_GeneralCanvass_Signed.pdf

¹⁵⁶ Mike Zapler, « “Woke 1 Was Crazy”: AOC Seeks Do-Over on 2020-Era Rhetoric », Axios, 12 août 2026, <https://www.axios.com/2026/08/12/aoc-democratic-socialists-2028>

naissance¹⁵⁷, *a fortiori* lorsque l'on se situe dans l'opposition. Cela n'empêche par ailleurs en rien de continuer à porter des politiques publiques ambitieuses, notamment en matière de santé ou de répartition des richesses. En réalité, les Démocrates ont bien compris que leur marque était devenue toxique avec seulement 34% d'opinions favorables en 2025¹⁵⁸, au plus bas depuis 1992. Dès lors, les Démocrates n'avaient plus qu'à changer leur fusil d'épaule pour trouver un second souffle et Trump leur en a justement donné l'opportunité.

Malgré leur incohésion latente, les Démocrates se sont accordés sur une poignée de problématiques qui alimentent leur dynamique de campagne. Leur point commun est évident : il s'agit d'un recentrage au profit des enjeux du quotidien, au premier rang desquels figure le pouvoir d'achat. Les raisons de l'émergence de cette thématique sont nombreuses (cf. II.C.) mais il est surprenant de constater l'avantage des Démocrates en la matière. Ainsi, 35% des électeurs déclarent faire plus confiance aux Démocrates pour contenir le coût de la vie contre 24% seulement pour les Républicains¹⁵⁹ et ce alors que l'inflation des années Biden avait justement propulsé Trump au pouvoir. Il faut dire que les Démocrates ont mené une savante opération de séduction auprès de la population en multipliant les déclarations rassurantes. Le *Battleground Issue Tracker*¹⁶⁰, publié par le *Cook Political Report*, est ici éloquent. Cette année, les candidats situés dans des élections classées *Toss-up* ou *Lean*, c'est-à-dire ceux qui ont besoin d'élargir l'assiette électorale habituelle des Démocrates, ont fait du pouvoir d'achat leur principal moteur. À celui-ci s'ajoutent notamment la santé et la corruption, deux autres enjeux à propos desquels les Démocrates apparaissent plus crédibles. Combinés, ces trois thèmes représentent plus de 120 000

¹⁵⁷ Pew Research Center, « Americans Have Grown More Supportive of Restrictions for Trans People in Recent Years », 26 février 2025, <https://www.pewresearch.org/short-reads/2025/02/26/americans-have-grown-more-supportive-of-restrictions-for-trans-people-in-recent-years/>

¹⁵⁸ Jeffrey M. Jones, « Democrats Regain Advantage in Party Affiliation », Gallup, 31 juillet 2025, <https://news.gallup.com/poll/692978/democrats-regain-advantage-party-affiliation.aspx>

¹⁵⁹ AP-NORC Center for Public Affairs Research, The September 2026 AP-NORC Center Poll, septembre 2026, <https://apnorc.org/wp-content/uploads/2026/10/September-2026-Topline-Parties.pdf>

¹⁶⁰ The Cook Political Report, « Battleground Issue Tracker – Powered by AdImpact », consulté le 3 octobre 2026, <https://www.cookpolitical.com/toolbox/battleground-issue-tracker/2026>

occurrences thématiques cumulées, rien que dans les districts compétitifs. Autre rhétorique électorale, les Démocrates promettent de faire pleuvoir les procès en destitution sur les membres les plus éminents de l'administration Trump. Si l'idée d'une troisième procédure d'impeachment contre le président américain fait peu d'émules, la perspective de s'attaquer à Hegseth ou Kennedy, deux figures sulfureuses, semble bien plus alléchante. Selon *The Atlantic*¹⁶¹, leurs convocations devant une Chambre hostile pourraient donner lieu à une séquence positive pour les Démocrates tout en leur permettant de les faire passer pour des responsables d'une grossière incompétence, de quoi motiver leur base à se rendre aux urnes. Dans la même veine, les Démocrates capitalisent sur la guerre en Iran et se positionnent en parti de la paix,¹⁶² comme en témoigne leur fronde contre la loi de programmation militaire de 1 000 milliards de dollars en juillet, alors que 61 % des Américains désapprouvent justement le conflit¹⁶³. Enfin, la charge contre les data centers se confirme. Sorte de veaux d'or qu'il faudrait à tout prix abattre, les Démocrates assument une tonalité populiste en la matière. Dans l'Ohio, Sherrod Brown a ainsi su en faire la clé de voûte de son message en qualifiant son opposant Jon Husted de « the face of data centers », une rhétorique qui explique en grande partie le succès de sa campagne¹⁶⁴.

Plus difficile à étayer, les Démocrates font étalage de la supériorité de leur caractère moral. Le bilan des derniers mois est sévère pour les Républicains, notamment à l'aune de deux trajectoires personnelles : celles de Graham

¹⁶¹ Matt Viser, « Here's Who Democrats Want to Impeach Next », *The Atlantic*, 2 octobre 2026, <https://www.theatlantic.com/politics/2026/10/democrats-trump-congress-investigations/688811/>

¹⁶² Lisa Mascaro, « Senate Democrats Block \$1 Trillion Defense Bill in Protest over Iran War », *Associated Press*, 14 juillet 2026, <https://apnews.com/article/senate-defense-bill-iran-war-fe6f7d37197f8e04dbe12dcec390aad2>

¹⁶³ Steven Shepard et Andrew Daniller, « Americans Broadly Disapprove of U.S. Military Action in Iran », *Pew Research Center*, 25 mars 2026, <https://www.pewresearch.org/politics/2026/03/25/americans-broadly-disapprove-of-u-s-military-action-in-iran/>

¹⁶⁴ Nicol Turner Lee et Darrell M. West, « Why Data Centers Are a Top Issue in the 2026 Midterms », *Brookings Institution*, 25 août 2026, <https://www.brookings.edu/articles/why-data-centers-are-a-top-issue-in-the-2026-midterms/>

Platner¹⁶⁵ et de Max Miller¹⁶⁶. L'un est éleveur d'huîtres, candidat au Sénat dans le Maine ; l'autre est un pur produit de l'establishment Républicain cherchant à se faire réélire dans l'Ohio. Le premier résiste à plusieurs scandales mais est contraint de jeter l'éponge lorsque des accusations de viol éclatent au grand jour ; le second est accusé par son ex-femme, dans des procédures judiciaires, de violences conjugales que le parquet n'a pas poursuivies faute de preuves suffisantes, et une ancienne compagne a demandé contre lui une ordonnance d'éloignement, mais il s'enferme dans une citadelle assiégée et refuse de retirer sa candidature. Tous deux font l'objet d'accusations graves au regard des fonctions auxquelles ils aspirent, mais ils ne subissent pas une sanction équivalente. Cela est loin d'être un cas isolé puisque le GOP multiplie les candidats touchés par des scandales, Mike Collins et Ken Paxton en tête, ce qui n'est pas sans conséquence électorale. De fait, une étude portant sur les représentants sortants impliqués dans des scandales entre 1980 et 2010¹⁶⁷ a démontré qu'ils sous-performaient en moyenne de quatre points, ce qui suggère qu'une probité douteuse peut bien faire basculer un scrutin serré. En conséquence, la stratégie des Démocrates consiste à capitaliser sur le rejet des *datacenters*, de la guerre en Iran, de la situation économique et des suspicions de corruption de l'administration Trump pour décrire un pays à la dérive aux mains d'une caste oligarchique puis à se mettre en scène comme ultime rempart. C'est somme toute classique mais la méthode a su prouver son efficacité et le changement de pied par rapport aux lubies progressistes des années 2020 ne peut pas faire de mal. Ainsi, dans le cadre des *midterms* 2026, la dynamique du Parti démocrate s'explique davantage par l'impopularité de l'administration Trump et moins par l'adhésion à un projet idéologique qu'ils portent ou au Parti démocrate en soi.

¹⁶⁵ Jessica Piper et Adam Wren, « Exclusive: Woman Who Dated Graham Platner Says He Sexually Assaulted Her », Politico, 6 juillet 2026, <https://www.politico.com/news/2026/07/06/graham-platner-sexual-assault-allegation-00987737>

¹⁶⁶ Ken Thomas et Philip Wegmann, « Domestic Abuse Allegations Shake Ohio Congressman's Re-Election Bid », The Wall Street Journal, 2 août 2026, <https://www.wsj.com/politics/elections/domestic-abuse-allegations-shake-ohio-congressmans-re-election-bid-7a4653a5>

¹⁶⁷ Denise-Marie Ordway, « More News Coverage, More Money: How Donors Respond to Sex Scandals among Congress Members », The Journalist's Resource, 12 juin 2019, <https://journalistsresource.org/politics-and-government/congress-scandal-election-research/>

Pour compléter cet enthousiasme national, les Démocrates déploient une tactique solide. Côté finances, ils parviennent à lever des sommes astronomiques pour porter le fer dans les États clés, Texas, Géorgie et Caroline du Nord en tête. En effet, parmi les 10 candidats au Sénat ayant recueilli le plus de dons, huit sont des Démocrates, pour une somme cumulée de 347 millions de dollars¹⁶⁸. Côté risque de débordement par la gauche, les Démocrates semblent avoir trouvé un équilibre entre nécessaire révolte militante et désordre risquant de fragiliser leur structure électorale. Le cas de Francesca Hong est ici emblématique¹⁶⁹. Candidate à la primaire Démocrate pour le poste de gouverneur, elle a eu le mauvais goût de déclarer qu'elle n'appréciait pas vraiment Thanksgiving, une manière surprenante de convaincre les habitants de cet État qui a voté pour Trump en 2024. Sans qu'elle ait le temps de comprendre ce qui lui arrivait, le gouverneur sortant, qui avait promis de ne pas intervenir et qui penche pourtant à gauche, a déployé son appareil politique pour faire revenir David Crowley qui avait abandonné quelques semaines auparavant, mobiliser son réseau militant et s'assurer que les coqueluches de la gauche, notamment Bernie Sanders, ne voleraient pas à sa rescousse. Le résultat est spectaculaire : revenu dans la course à la dernière minute, Crowley l'a emporté avec 39,8 % des voix, soit 0,4 point d'avance sur Hong (39,4 %). En bref, les pontes de la gauche américaine ont bien compris que régénérer la classe politique new-yorkaise en faisant émerger des figures progressistes et envoyer des radicaux dans des terres Républicaines étaient deux choses très différentes ; le *Tea Party* Démocrate s'arrête à sa viabilité électorale. Surtout, les Démocrates ont multiplié les recrutements de qualité. Trois de leurs candidats ont déjà remporté un scrutin dans l'État qu'ils comptent faire basculer, c'est-à-dire qu'ils bénéficient de la notoriété et de la structure militante nécessaires pour s'imposer, ce qui augmente d'autant leurs chances de victoire. En Caroline du Nord, Roy Cooper a déjà affiché des

¹⁶⁸ Federal Election Commission, « Raising: By the Numbers », consulté le 3 octobre 2026, <https://www.fec.gov/data/raising-bythenumbers/>

¹⁶⁹ Kellen Browning et Julie Bosman, « Hong's Defeat in Wisconsin Shows the Limits of the Progressive Movement », The New York Times, 12 août 2026, <https://www.nytimes.com/2026/08/12/us/elections/david-crowley-wisconsin-governors-primary.html>

scores nord-coréens avec 100 % des suffrages en 2012¹⁷⁰ (le GOP n'avait pas daigné investir un opposant, tant l'affaire était perdue d'avance) tandis qu'il s'est imposé par deux fois alors que Trump remportait l'État¹⁷¹. Même logique pour Sherrod Brown, véritable rouleau compresseur qui a été secrétaire d'État de l'Ohio, représentant puis sénateur¹⁷². Mary Peltola vient compléter ce trio, bien que sa carrière soit moins impressionnante puisqu'elle n'a remporté l'Alaska que deux fois en 2022¹⁷³, notamment à la faveur d'une triangulaire fratricide pour les Républicains. Toujours est-il que ces équations locales fortes sont un facteur déterminant de l'élection. D'un mot, les Démocrates ne pêchent ni sur la forme ni sur le fond ; leur stratégie comme leur tactique tiennent bien la mer jusqu'ici.

Il est tentant de voir la myriade de chapelles qui coexistent au sein du parti Démocrate comme une vulnérabilité. En effet, alors que la ligne MAGA domine le Parti républicain, les divergences idéologiques entre la ligne centriste et socialiste du Parti démocrate semblerait lui porter préjudice . En année présidentielle, ce sont certes la cohérence et la lisibilité du message qui priment mais les *midterms* sont une addition de plus de 500 élections, c'est pourquoi adapter la rhétorique à chaque électorat est plutôt une force. En réalité, le parti Démocrate n'a jamais été aussi menaçant car il n'a jamais autant assumé sa diversité. Il lui faut des pasteurs très à cheval sur la religion pour convaincre le fin fond du Kansas, des professeurs intransigeants sur l'immigration pour espérer faire basculer le Texas, des mécaniciens indépendants dont le populisme ferait pâlir l'élite new-yorkaise pour aller chatouiller le GOP dans le Nebraska, des vieux caciques aux affaires depuis 40 ans pour continuer à délivrer le riche Rhode Island, une Autochtone d'Alaska (yupik) qui refuse publiquement le soutien de Kamala Harris pour reconquérir l'Alaska, un universitaire à la langue bien pendue pour porter le

¹⁷⁰ North Carolina State Board of Elections, « 11/06/2012 Official General Election Results – Statewide: Council of State », consulté le 3 octobre 2026,

https://er.ncsbe.gov/?contest=0&county_id=0&election_dt=11%2F06%2F2012&office=COS

¹⁷¹ North Carolina State Board of Elections, « US President and NC Governor », consulté le 3 octobre 2026, <https://www.ncsbe.gov/results-data/election-results/us-president-and-nc-governor>

¹⁷² Biographical Directory of the United States Congress, « Brown, Sherrod (1952–) », consulté le 3 octobre 2026, <https://bioguide.congress.gov/search/bio/B000944>

¹⁷³ Alaska Division of Elections, State of Alaska 2022 General Election: Election Summary Report – Official Results, 30 novembre 2022, <https://www.elections.alaska.gov/results/22GENR/ElectionSummaryReportRPT.pdf>

fer dans le Montana, un ancien athlète paralympique pour jouer au basket avec Obama dans l'Iowa ; la structure politique américaine est telle qu'il n'est pas possible pour un parti de s'enfermer dans son petit couloir rassurant. Cet essaimage présente plusieurs avantages. Évidemment, il suscite une attention médiatique qui permet de reprendre la main sur le narratif général et de couper court aux caricatures qui décrivent les Démocrates comme un parti des villes qui ne s'adresserait qu'aux gagnants de la mondialisation. Plus important encore, il force le GOP à jouer en défense sur ses terres ancestrales. Ainsi, le *Senate Leadership Fund*, principal super PAC sénatorial des républicains, a suspendu les 18 millions de dollars de dépenses prévues en Caroline du Nord et réservé près de 8,2 millions de dollars de publicités au Kansas¹⁷⁴, autant de moyens qui ne seront pas consacrés à défendre un siège dans un *swing state* remporté par Trump. C'est là le véritable intérêt de cette tactique : pousser le GOP à se disperser. Reste à s'assurer que cette diversité ne vire pas à la cacophonie, au risque de perdre la prochaine présidentielle.

En 2005, le président du *Democratic National Committee*, Howard Dean, incitait les Démocrates à adopter une stratégie des 50 États¹⁷⁵. Son ambition était alors de batailler contre les Républicains dans chaque recoin du pays afin de ne pas leur céder le moindre village et, par extension, de maximiser la représentativité du parti. Plus de 20 ans plus tard, son appel rencontre enfin l'écho qu'il mérite ; porter le fer partout et faire feu de tout bois, voilà, en somme, la stratégie des Démocrates pour ces midterms. C'est en quelque sorte une cascade bleue qui se déverse sur le pays, reste à déterminer si elle se transformera en raz-de-marée.

¹⁷⁴ Siobhan Hughes et Marianne LeVine, « Deep-Pocketed GOP Group Exits North Carolina Senate Race », *The Wall Street Journal*, 2 octobre 2026, <https://www.wsj.com/politics/elections/deep-pocketed-gop-group-exits-north-carolina-senate-race-7d1cd8f3>

¹⁷⁵ Democratic National Committee, « DNC and ASDC Announces “Organize Everywhere, Win Anywhere” Strategy – Largest-Ever Monthly DNC Investment into Democratic State and Territory Parties », communiqué de presse, 24 avril 2025, <https://democrats.org/dnc-and-asdc-announces-organize-everywhere-win-anywhere-strategy-largest-ever-monthly-dnc-investment-into-democratic-state-and-territory-parties/>

CONCLUSION

Pour le moment deux hypothèses sont crédibles quant à l'issue des *midterms*. Dans un cas, le rejet de Trump se confirme, la vague bleue a bien lieu et les démocrates remportent le Sénat et la Chambre des représentants. Le modèle prévisionnel du Millénaire rend toutefois plus probable un scénario intermédiaire : au 20 octobre 2026, il donne aux démocrates 72,8 % de chances de gagner la Chambre, mais seulement 30,2 % pour le Sénat. À l'inverse, les sondages se sont trompés, la dynamique démocrate a été surestimée, la base MAGA et les modérés se mobilisent et le Parti républicain gagne les élections. Ce second scénario est en quelque sorte la répétition inversée des *midterms* de 2022, lorsque la vague rouge n'avait jamais vu le jour à cause de la mobilisation *in extremis* de l'électorat Démocrate. Ce décryptage en détail des hypothèses électorales sera l'objet d'une seconde note où nous construirons nos analyses à l'aide du modèle prévisionnel du Millénaire. À ce jour, la seule certitude est qu'indépendamment du résultat, il conditionnera, au sein des deux partis, la stratégie à adopter pour la présidentielle de 2028.

Dire que l'Amérique est à la croisée des chemins serait excessif ; considérer qu'il s'agit de *midterms* comme les autres serait manquer de jugement. De toute évidence, ces élections constituent une épreuve pour la nation américaine. Épreuve, bien sûr, puisque l'époque est noire et que les motifs d'inquiétude ne manquent pas ; c'est une nation inquiète qui se rend aux urnes. Mais épreuve, surtout, car ces élections seront éprouvantes. Analyser ce scrutin depuis la France est nécessaire afin de bien comprendre les logiques tectoniques qui sont à l'œuvre là-bas et qui fragilisent la cohésion nationale. Car les *midterms* de 2026 incarnent l'épisode suivant d'une bataille pour l'identité de l'Amérique. D'un côté, une Amérique trumpiste qui cherche à poursuivre sa seconde révolution conservatrice et de l'autre une Amérique démocrate qui oscille entre centrisme et socialisme avec l'influence d'une aile gauche grandissante.

Par **Sean Scull**, spécialiste des États-Unis du Millénaire et
Augustin Bataille, analyste du Millénaire.

Crédit photo : [Donald Trump via Wikimedia Commons](#) sous licence CC BY SA
4.0



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*